

M. Jean Lesage dénonce à Sherbrooke: Le plus grand scandale de l'Union nationale: LE GAZ NATUREL

Par Fernand BOURRET

SHERBROOKE. — Le chef du parti libéral du Québec, M. Jean Lesage, a dénoncé hier à Sherbrooke le plus grand scandale de l'Union nationale et il a accusé les politiciens de ce parti d'avoir monté dans la province l'affaire la plus louche jamais vue, un scandale qui a permis aux amis du régime de réaliser un coup de bourse de vingt millions de dollars.

M. Lesage a consacré la majeure partie de son discours de plus d'une heure devant une foule attentive à refaire toute l'histoire des transactions entre l'Hydro-Québec et la Corporation du gaz naturel. Il a nommé les personnes impliquées dans cette transaction, citée des documents officiels, des lettres entre M. Edouard Asselin, leader de l'Union nationale au Conseil législatif et procureur de la nouvelle entreprise dans ses transactions, adressées au président de l'Hydro-Québec, une société appartenant à la couronne, au peuple de la province de Québec, et ceux qui étaient chargés d'administrer ce bien.

M. Lesage a rappelé que les ministres du cabinet étaient particulièrement au courant de cette vente de l'Hydro-Québec à la Corporation du gaz naturel. Les ministres de l'Union nationale savaient le prix, connaissaient les conditions de vente, puis le 7 mars 1957, ils autorisèrent cette vente par un arrêté ministériel.

M. Lesage a ensuite cité les noms des honorables Barrette, Bourque, Doherty, Johnson, Gagnon, Leclerc, Miquelon, Talbot, Asselin et celui du grand agent de l'Union nationale, Gerald Martineau comme ayant acheté des actions de l'Hydro-Québec, un bien de la province, et d'avoir ensuite revendu ce bien à une compagnie privée. Il ne pouvait pas ignorer les gains qu'ils pourraient réaliser puisqu'ils connaissaient les conditions de la vente, a dit M. Lesage.

Il a particulièrement attaqué M. Edouard Asselin, conseiller législatif de l'Union nationale, conseiller du gouvernement au nom d'une compagnie privée qui achetait un bien de la province qu'il était chargé d'administrer. Cet homme avait à se prononcer sur la transaction en qualité de législateur et d'administrateur et il était intéressé dans l'affaire à titre de conseiller de la Corporation du gaz naturel. Cet homme s'est trouvé placé entre son devoir envers toute la population et son intérêt personnel.

M. Lesage a dit que le scandale du gaz naturel a trois aspects différents. Tout d'abord, l'Union nationale, sans la moindre explication, a dénationalisé une entreprise publique pour la vendre à des intérêts étrangers.

L'Union nationale a cédé à un cartel américain les biens appartenant à toute la population.

L'autre aspect du scandale, dit M. Lesage, c'est d'avoir permis à des actionnaires triés sur le volet de réaliser un coup de bourse fantastique de vingt millions de dollars. Ce coup de bourse devra se payer par quelqu'un, a dit M. Lesage et ce sont les usagers du gaz naturel qui devront en payer les frais.

Le troisième aspect du scandale du gaz naturel, c'est le fait que des ministres, des hauts fonctionnaires de l'Union nationale, des conseillers législatifs ont profité de cette vente pour réaliser des bénéfices personnels.

Sans doute, a dit M. Lesage, il est permis aux fonctionnaires, aux ministres d'acheter des actions à la bourse et de les revendre. Mais ce qui fait le scandale dans l'affaire du gaz naturel, c'est que ces ministres étaient en même temps les acheteurs et les vendeurs d'un bien qui appartenait à la province et qu'ils avaient charge d'administrer. Pour un homme public, a dit M. Lesage, l'honnêteté consiste à donner une bonne administration et à faire passer le bien commun avant son intérêt personnel.

(suite à la page 6)



SPECTACULAIRE COULEE DE METAL — Le premier ministre de la province, M. Barrette, a été témoin de la coulée d'un manteau de broyeur de minerai, samedi dernier, à la Joliette Steel, en compagnie de sommités de l'industrie minière, dont M. Jules Timmins, vice-président de Iron Ore Co., à droite; l'on voit à gauche M. P.-H. Desrosiers, vice-président de Joliette Steel.

LE PREMIER MINISTRE BARRETTE:

"UNE INDUSTRIE DE L'ACIER non seulement sur les bords du fleuve mais aussi à l'intérieur des terres"

"Nous aménagerons une industrie de l'acier, non seulement sur les rives du Saint-Laurent, mais aussi à l'intérieur des terres", a souligné samedi dernier, à Joliette, monsieur Antonio Barrette, premier ministre de la province de Québec, à l'occasion de la coulée, à l'usine de Joliette Steel, d'un manteau broyeur de concasseur de minerai, le plus gros encore fabriqué au pays.

Échos de la campagne

Ces jours derniers, LE DEVOIR recevait une lettre qui aurait eu l'effet d'une bombe au cours de la présente campagne électorale. Cependant le signataire, M. Jean-Paul Lafleur, 64 rue d'Auteuil, Québec, n'existe pas, pas plus que le 64 rue d'Auteuil. Certains détails de la lettre semblent vraisemblables, c'est pourquoi nous la livrons au public: Monsieur Filion, "J'ai été un des derniers confidents de l'honorable Maurice Duplessis, le 20 août 1959, à 1 h 30 p.m. Mlle Auréa Cloutier, M. Roger Ouellet et l'honorable Gerald Martineau étaient présents. Le chef me dit en me regardant: "Je suis malade, moi, je suis obligé de piquer, tu es chanceux d'être jeune et en santé". Nous regardant tous, il dit: "Mes amis, mes dernières volontés seront, si jamais je pars: "L'Union nationale doit mourir avec moi, je l'ai bâtie, je l'emmènerai avec moi. Je vous demande de perpétuer ma mémoire". Monsieur Filion, je pourrais asseoir cette déclaration. Merci pour la publication de cette lettre".

Le premier ministre de la province, M. Antonio Barrette, reprendra sa campagne électorale, le 24 mai, mardi, à Montréal, où il sera reçu par les membres du club Mount Flare, à l'hôtel Ritz-Carlton, à cinq heures de l'après-midi. Il sera aux Îles-de-la-Madeleine, où il tiendra une assemblée, mercredi, le 25. Le 27, vendredi, le premier ministre sera à Rimouski et dimanche, le 29, il parlera à Trois-Rivières.

C'est aujourd'hui que les électeurs soucieux de bien remplir leur devoir posent un deuxième geste de civisme: vérifier si leur nom est bien inscrit sur la liste électorale. Le premier, maintenant passé, aura été de voir à ce que tous les électeurs aient le droit de voter, et seulement celles-là, soient inscrites. Les listes électorales ont été préparées en fin de semaine. La loi oblige les énumérateurs à les afficher dans un endroit public. C'est généralement sur les poteaux qu'on les affiche. (Aujourd'hui étant un jour férié l'affichage peut être reporté à demain).

Voici les autres événements qui se passeront cette semaine, conformément à la loi électorale. Demain, mardi 24 mai, le président des élections, M. François Drouin, doit transmettre au premier ministre et au chef de l'opposition une copie des listes électorales. Les autres candidats régulièrement mis en nomination y ont également droit. C'est demain que commence le délai — il est de sept jours — pour les demandes en inscription, en radiation ou en correction dans les sections urbaines. Autrement dit, si vous constatez que votre nom n'est pas sur la liste électorale, qu'il est inscrit incorrectement, ou encore qu'il y a sur la liste un ou des noms qui ne devraient pas y figurer, vous devez faire une demande d'audition à la Commission de révision. Le délai pour le faire commence aujourd'hui.

C'est aujourd'hui aussi que commence le travail des commissions de révision dans toutes les municipalités de 20.000 âmes ou plus. On sait que ces commissions sont composées de trois membres: un nommé sur recommandation de l'Union nationale, un deuxième sur recommandation du parti libéral, et le troisième par les deux autres. Ces réviseurs n'ont plus le droit de s'occuper de politique. Ils perdent leur droit de vote. La révision dans les sections urbaines de moins de 20.000 âmes commencera dimanche prochain le 29 mai. Dans les sections rurales elle commencera mardi le 31 mai.

Le chef du parti libéral de la province, M. Jean Lesage, quittera Sherbrooke pour Matapédia ce matin à 8 h 30, en route à Coaticook et à Cookshire. En fin d'après-midi, M. Lesage quittera Scottstown pour Lac Mégantic; il rencontrera des ouvriers à l'usine de Lac Mégantic qu'il quittera pour Saint-Gédéon. La journée se terminera par une assemblée au Lac Mégantic, à 8 h 30. M. Lesage quittera cet endroit mardi matin, en avion, pour la région de Rivière-du-Loup où il passera la journée.

M. Bona Arsenaull, candidat libéral dans le comté de Matapédia, a prévenu samedi le ministre de la colonisation par télégramme que des travaux non autorisés ont été entrepris pour fins électorales à Sainte-Marguerite, dans son comté, "sur les seules instructions verbales de l'ex-député Curcotte". Selon M. Arsenaull, ces travaux sont exécutés au rythme d'environ huit cents dollars par jour et "les ouvriers risquent de perdre leurs salaires si ces travaux

M. J. LESAGE ET L'ASSEMBLEE CONTRADICTOIRE:

"Je veux discuter tous les sujets en face de toute la population!"

SHERBROOKE. — Adressant la parole hier au manège militaire de Sherbrooke, le chef du parti libéral, M. Jean Lesage, a défilé M. Antonio Barrette de le rencontrer à la télévision pour discuter tous les sujets qui intéressent la population de la province de Québec. Je ne veux pas restreindre l'assemblée contradictoire à un seul sujet et à un seul endroit. Je veux discuter avec M. Barrette, tous les sujets: l'éducation, le scandale du gaz naturel, l'utilisation de nos ressources naturelles, le problème du chômage, la législation ouvrière, etc.

M. Lesage a ensuite déclaré que M. Barrette après avoir parlé d'une assemblée contradictoire, semble maintenant avoir peur.

Mardi dernier, M. Barrette a signalé vouloir "peut-être" me rencontrer, a dit M. Lesage.

"Mercredi, je lui réponds par une invitation formelle à le faire: une rencontre télévisée où je lui apprendrai, puisqu'il veut le savoir, "de quoi il retourne" dans la présente campagne électorale.

"Jeudi, M. Barrette ne veut plus de cette rencontre... ou plutôt, il la veut mais en la restreignant à un seul sujet (les octrois universitaires), et à une seule ville (Montréal ou Québec).

"Somme toute, à mon invitation ouverte, M. Barrette répond par des réserves, des réticences, des tergiversations peureuses.

"A-t-il peur de me rencontrer à la télévision? Pourquoi évite-t-il une telle rencontre? La télévision est pourtant le seul moyen de tenir une discussion devant la population de toute la province.

"Pourquoi vouloir aborder un seul sujet politique, les octrois universitaires, alors que le peuple du Québec est intéressé à tous les sujets de la campagne? Est-ce parce qu'il préfère s'en tenir aux enfants faites avec ses amis d'Ottawa? Est-ce parce qu'il se sent incapable de défendre ses autres positions?

"Bref, M. Barrette aurait-il des "raisons spéciales" pour tenter de restreindre cette rencontre à un seul sujet et à une seule ville? Tout la province a le droit absolu de tout savoir sur tous les sujets débattus.

"Je réitère donc mon invitation à M. Barrette: je le défie de me faire face dans une rencontre télévisée traitant des divers sujets de la présente campagne électorale. Le parti libéral du Québec collaborera de tout cœur aux dispositions à prendre pour organiser cette rencontre.

"M. Barrette a-t-il peur?", a demandé en terminant M. Lesage.

Au Conseil de sécurité, on s'efforcera

• d'interdire tous les vols d'espionnage • de susciter un nouveau "sommet" bientôt

TOKYO

Ike sera-t-il prié d'annuler son voyage?

TOKYO. — L'opposition parlementaire a proposé samedi que la visite du président Eisenhower au Japon, le 19 juin prochain, soit annulée. Au même moment, des désordres ont éclaté un peu partout dans le pays par suite de l'approbation par la Chambre basse, vendredi, du nouveau pacte de sécurité nippo-américain.

Les désordres se sont poursuivis dimanche. Une foule de 300 personnes a manifesté près du domicile du premier ministre, M. Nobusuke Kishi. Les manifestants se sont vu refuser une entrevue avec M. Kishi, mais on leur a promis que 10 d'entre eux pourraient rencontrer le chef du cabinet aujourd'hui.

Environ 5.000 manifestants ont accompli samedi une marche de protestation sur les édifices de la Diète (parlement), tandis que 60 autres manifestants ont été dispersés devant l'ambassade des Etats-Unis.

Un groupe de 150 socialistes et sociaux-démocrates membres des deux partis de l'opposition ont

(suite à la page 6)

NATIONS UNIES. — Saisi de la plainte soviétique contre les vols d'espionnage, le Conseil de sécurité se réunit cet après-midi dans un climat de guerre froide. Mais on croit savoir que le président du Conseil pour le mois de mai, sir Claude Corea (de Ceylan) se propose de déposer un projet de résolution tendant à empêcher la répétition d'un incident comme celui du 1er mai. Un porte-parole de la délégation cingalaise a exposé aux correspondants les grandes lignes de ce projet, et ajouté que sir Claude a eu un entretien à ce sujet avec M. Henry Cabot Lodge, chef de la délégation américaine. Il se propose de voir ce matin, M. André Gromyko, ministre des affaires étrangères d'URSS.

Tout indique que la délégation soviétique, dès le début de la séance, déposera son projet de résolution tendant à l'interdiction complète des vols d'espionnage ou de reconnaissance aérienne.

L'attaché de presse de la délégation cingalaise, interrogé au sujet de l'incidence de l'échec de la conférence de Paris sur les débats du Conseil, a laissé entendre qu'il serait sûrement fait état de l'insuccès des quatre Grands; mais il a ajouté que l'affaire des vols de reconnaissance retiendra avant tout l'attention des participants.

Le bruit a couru en fin de semaine que le Conseil serait appelé, au moyen d'une quelconque formule dont on ignore les modalités, à susciter une reprise de la conférence au sommet dans un délai très court. Dans les milieux diplomatiques, on précise que les six membres permanents du Conseil seraient convenus de déposer un projet de résolution dont l'objet serait, premièrement, de déplorer l'échec du "sommet", deuxièmement, de regretter les causes

WASHINGTON

Une enquête est réclamée sur le fiasco de Paris

WASHINGTON. — Un sénateur républicain a réclamé samedi de l'administration républicaine des explications au sujet des erreurs commises au sujet des événements qui ont précédé le fiasco de la conférence au sommet.

Le sénateur Jacob K. Javits, de New-York, endossant un projet d'enquête lancé par les démocrates et des républicains et qui serait menée par une sous-commission sénatoriale, a déclaré: "J'ai toujours favorisé les explications et je crois que l'on devrait en fournir chaque fois que survient une crise aussi grave que celle-ci."

M. Javits a dit que cette enquête pourrait "favoriser les républicains ou leur faire du tort" selon ce que le peuple en pensera.

Il a exprimé ses vœux à une émission enregistrée par la radio et la TV avant même que le sénateur démocrate J. W. Fulbright ne propose une enquête sous l'autorité de la commission sénatoriale des affaires étrangères.

M. Fulbright avait déclaré, samedi, à son retour d'Europe qu'il croit qu'une enquête serait de mise et que la commission qu'il préside est certainement l'organisme le mieux placé pour la conduire.

On avait demandé à M. Javits ce qu'il pensait des déclarations de M. Eisenhower au sujet de la conférence de Paris aux heures commises par le gouvernement du président Eisenhower.

(suite à la page 6)

Berlin-Est n'est pas encore fixé au sujet de

L'avion américain en RDA

BERLIN. — Les dirigeants de l'Allemagne de l'Est ont conféré hier en vue de décider s'ils entameront des négociations relatives au transfert des neuf ressortissants américains dont l'appareil a fait un atterrissage forcé vendredi dernier à l'intérieur des frontières de l'Allemagne de l'Est.

Si les Allemands de l'Est prennent les Américains sous leur surveillance — ils seraient présentement entre les mains des Russes — il pourrait s'ensuivre un délai interminable avant qu'ils ne soient relâchés.

Des informateurs croient qu'une annonce sera faite d'ici quelques jours dans laquelle le gouvernement de l'Allemagne de l'Est — un régime que les Etats-Unis se refusent à reconnaître — fera savoir s'il les prendra sous sa surveillance ou si les Russes les remettront directement aux autorités de l'armée américaine.

Les neuf ressortissants américains, dont une femme, sont tombés en mains soviétiques lorsque leur appareil militaire a été forcé de se poser au sol par suite des sautes venant de plusieurs réacteurs soviétiques en guise d'avertissement.

Un porte-parole américain à Berlin-Ouest a déclaré que les Russes n'avaient pas encore fait connaître leur réponse à la demande faite vendredi par l'armée américaine dans laquelle elle

sollicitait "le retour immédiat" du bimoteur C-47 et de ses membres d'équipage.

Réponse rapide

La première requête américaine au sujet de l'appareil disparu a reçu rapidement une réponse du général russe I. I. Yakovlevsky, qui a déclaré que les Américains avaient atterri sains et saufs.

Des personnages en autorité ont noté que dans sa réponse il ne faisait nullement mention de la possibilité que l'incident soit soumis à l'attention des dirigeants de l'Allemagne de l'Est.

L'un des passagers, le capitaine Paul K. McCash, 25 ans, est un médecin attaché à l'aviation. Son épouse, qui l'accompagnait, est infirmière.

M. Nixon: "ennemi déclaré de la paix"

MOSCOU. — La Pravda, organe officiel du parti communiste soviétique qualifie hier le vice-président Nixon "d'ennemi déclaré de la paix".

La Pravda a publié son attaque acerbe contre le vice-président américain au moment où les observateurs diplomatiques

(Suite à la page 6)

ce n'est pas un bon programme; je ne dis pas que les libéraux ne sont pas de bons hommes, mais ici, dans Saint-Jean, c'est avec l'Union nationale que je fais mon argent".

Trois témoins ont vu un bélier mécanique et une chargeuse faire de la route... sous un pied et demi d'eau dans le comté de Deux-Montagnes! L'événement s'est produit dans la montagne de la Pointe-Culmet. L'Union nationale veut peut-être imiter la publicité au sujet de certains stylos-billes qui écrivent "dans l'air, sous l'eau, sur du beurre", etc. Les routes du gouvernement actuel se font même sous l'eau... et ça finit généralement dans "l'assiette au beurre".

Un avocat de Jonquière, M. Laurent-Paul Bolduc, a annoncé samedi soir qu'il se portera candidat indépendant dans le comté de Jonquière-Kenogami, en vue des élections provinciales du 22 juin prochain. Les autres candidats qui ont déjà fait connaître leur intention de briguer les suffrages à cette élection sont: MM. Léonce Ouellet, député sortant et de nouveau candidat officiel de l'Union nationale; Gerald Harvey, candidat officiel du parti libéral et Jean-Marie Lessard, candidat libéral républicain.

à DOLLARD héros du Long sault

UN HOMMAGE

lucide et reconnaissant!

1660



1960

D'après une sculpture originale de Médard Bourgault

Cette année marque le tricentenaire de l'exploit de Dollard des Ormeaux au Long sault. Il y a trois siècles Dollard et ses compagnons livrèrent aux Iroquois un combat héroïque dont ils ne sortirent pas vainqueurs mais qui ne fut pas vain pour autant; ils périrent tous mais leur défaite et leur mort après une bataille intrépide et une résistance farouche eurent pour résultat immédiat d'empêcher ou de retarder une expédition iroquoise sur Montréal dont les moyens de défense à cette époque précise ne permettaient pas d'entretenir un enthousiasme débordant quant à l'issue de cette invasion.

Mais l'envabisseur surpris par la résistance courageuse et inattendue des dix-sept jeunes Français, voulut regrouper ses forces en vue d'une bataille de plus

grande envergure et remit à plus tard son expédition de conquête sur Montréal. La colonie était sauvée.

Et pourtant on s'acharne contre Dollard. On se refuse à lui reconnaître la moindre noblesse de sentiments; Dollard ne serait qu'un vulgaire aventurier qui mériterait plus de figurer au tout début d'une liste de malfaiteurs que dans les manuels d'histoire. Cette entreprise de démolition est facile. Il devient beaucoup plus difficile de prouver que Dollard fut un scélérat comme en témoignent les assertions non fondées de ses adversaires. D'ailleurs M. le chanoine Lionel Groulx ne vient-il pas de répondre de façon retentissante aux détracteurs de Dollard et d'établir où réside la vérité historique?

Avec le chanoine Groulx nous refusons de nous associer à une conception de l'histoire qui prend

naissance non pas dans des documents authentiques mais dans l'imagination. En ce tricentenaire de l'exploit du Long sault l'Association de la jeunesse canadienne-française désire rendre un vibrant hommage à Dollard, sauveur de la colonie, et invite toute la population à se joindre à elle pour célébrer comme il se doit cet anniversaire glorieux.

Non seulement Dollard n'est pas un mythe mais il mérite d'emblée la reconnaissance de tout un peuple. Qu'il soit un exemple de courage et de bravoure dans les heures difficiles que traverse notre collectivité canadienne-française et un stimulant pour la jeunesse qui se prépare à prendre la relève!

Vive Dollard des Ormeaux, héros du Long sault!

L'Association de la jeunesse canadienne-française

La publication de cette page est un hommage des maisons suivantes:

LA SOCIÉTÉ ST-JEAN-BAPTISTE DE MONTREAL	SOCIÉTÉ NATIONALE DE FIDUCIE EXECUTEURS TESTAMENTAIRES ET FIDUCIAIRES 41 ouest, rue SAINT-JACQUES	CAISSE NATIONALE D'ECONOMIE ASSURANCE-VIE ET RENTES VIAGERES MONTREAL	SOCIÉTÉ NATIONALE D'ASSURANCES ASSURANCES GENERALES VI. 5-3291
dupuis limitée RAYMOND DUPUIS, président	Banque Canadienne Nationale	LES CAISSES POPULAIRES DESJARDINS AFFILIEES A L'UNION REGIONALE DE MONTREAL ET A LA CAISSE CENTRALE DESJARDINS DE MONTREAL 8175 BOUL SAINT-LAURENT — MONTREAL	MESSIER
LA COOPERATIVE FEDEREE DE QUEBEC MARCHE CENTRAL METROPOLITAIN 1201 OUEST CREMAZIE — MONTREAL	COURVILLE & FILS 418 RUE SAINT-SULPICE — MONTREAL AV. 8-7474	ERNEST THERIEN & FILS LIMITÉE IMPRIMEURS - LITHOGRAPHES 7 EST RUE NOTRE-DAME — MONTREAL UN. 1-6778	I. NANTÉL INC. BOIS DE CONSTRUCTION ANGLE PAPINEAU ET DEMONTIGNY LA. 2-1300 — MONTREAL

Les auvents en toile ont toujours la confiance du public qui aime confort et beauté

ACHETEZ-LES DE

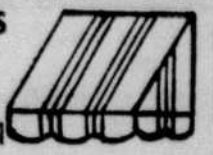
LE DEVOIR

LE DEVOIR, MONTREAL, LUNDI, 23 MAI 1960

Cie d'Auvents des MARCHANDS

Articles en toile, tentes, drapeaux, parasols de jardin

UN. 6-6855 — 24 est, rue St-Paul



Faits divers

4 bandits tentent de s'enfuir du nouveau Palais de justice

Quelques minutes à peine avant le début de leur enquête préliminaire, vendredi après-midi, quatre jeunes bandits, qui ont déjà été emprisonnés à 19 reprises (au total) et qui sont maintenant accusés d'avoir commis 35 vols à main armée, ont tenté de s'échapper du nouveau Palais de justice, rue Notre-Dame, à Montréal.

Un seul a réussi et, aux dernières nouvelles, était encore au large; il s'agit de Jean-Guy Brissson. Agé de 23 ans, il a été condamné à trois reprises depuis 1955.

Un deuxième a été abattu d'une balle au moment où il s'acharnait dans la porte tournante donnant accès à la rue Notre-Dame, atteint à un jambe, il a par la suite été conduit à l'hôpital où il fut pansé. Il s'agit de Claude Nadeau qui, âgé de 21 ans, a été emprisonné à six reprises depuis 1957.

Un troisième, Jean Dupuis, également âgé de 21 ans, ne devait pas aller loin. Il tenta de s'enfuir par la porte de service du Palais; mais il se trompa de porte et se retrouva dans la chambre des sténographes de la Correctionnelle où un agent, lancé à sa poursuite, ne tarda pas à le cueillir. Depuis 1956, le jeune Dupuis a subi trois condamnations.

M. Pierre Elliott-Trudeau aux cellules

Un incident a marqué la fuite des quatre jeunes gnomes: M. Pierre Elliott-Trudeau a été aux cellules et y a été détenu pendant environ une heure pour avoir reproché à un agent sa conduite à l'égard du jeune fugitif blessé.

Entrant au Palais, — en compagnie de M. Jacques Hébert, l'auteur de "Scandale à Bordeaux", — au moment même où Claude Nadeau venait d'être abattu d'une balle et gisait sur le parquet, M. Trudeau a protesté contre la façon dont le sergent-détective Armand Montpetit tenait son genou sur la "poitrine" du blessé.

"Vous ne pourriez pas peser un peu moins fort, a lancé M. Trudeau au policier. Il n'y a certainement pas de danger."

Au moins huit morts accidentelles

Le premier long week-end marqué d'une température estivale a été tristement marqué par au moins huit morts accidentelles au Québec. Au moment de mettre sous presse, on signalait qu'au moins sept personnes avaient perdu la vie dans des accidents de route et qu'une autre s'était noyée.

Les victimes sont: M. MM. Jacques Vallière, 33 ans, de Québec; Michel Asquith, 28 ans, de Montréal; Eugène Bertrand, 71 ans, de Châteauguay; Jean-Guy Roy, 32 ans, de l'Assomption; de même que les jeunes Patrick McKarriger, 5 ans, de Chambly,

Huit personnes arrêtées à Dorval

La Sûreté provinciale a arrêté un Canadien et sept Américains à leur descente d'avion, à Dorval, tôt samedi matin. Les huit personnes ont été traduites en Cour criminelle où elles ont plaidé non coupables à l'accusation d'avoir troublé la paix à bord d'un appareil turbo-propulsé des Eastern Airlines qui faisait la liaison New-York-Montréal avec 72 personnes à son bord.

Selon les autorités de la compagnie, les accusés ont dérangé tout le monde et insulté les hôtesses alors que, bu-

Six morts et 30 blessés dans une course

AIX-LES-BAINS, France. — Six personnes ont perdu la vie hier et 30 autres ont été blessées, dont 22 gravement, une voiture de course ayant donné contre une passerelle qui venait de s'effondrer en travers de la piste de course de Aix-les-Bains. Le chauffeur de la voiture, Chris Threlfall, 30 ans, de Birmingham, en Grande-Bretagne, est au nombre des victimes; il était au troisième rang au moment de la tragédie et, selon les témoins, filait à une vitesse de 125 milles à l'heure.

Deux alpinistes blessés isolés en montagne

ANCHORAGE, Alaska. — Un avion qui volait au secours de quatre alpinistes blessés, sur le flanc glacé du mont McKinley, s'est écrasé et a pris feu tard samedi soir, provoquant la mort du pilote, — un homme d'affaires d'Anchorage — et celle d'un soldat. Hier toutefois, un civil a réussi à véritable exploit alors qu'il a réussi à se couvrir, à l'aide d'un hélicoptère, deux des blessés; pour ce faire, il a posé son appareil à une altitude de 17,000 pieds, soit 1,200 pieds plus haut que le maximum prévu pour ce genre d'appareil.

Samedi, un pilote de brousse a réussi un atterrissage audacieux et a rescapé une alpiniste d'Anchorage qui faisait partie d'une expédition de sauvetage et qui est tombée gravement malade alors qu'elle escaladait la montagne.

Samedi, un pilote de brousse a réussi un atterrissage audacieux et a rescapé une alpiniste d'Anchorage qui faisait partie d'une expédition de sauvetage et qui est tombée gravement malade alors qu'elle escaladait la montagne.

Debut du deuxième procès du Dr Finch

LOS ANGELES. — Le deuxième procès du Dr Bernard Finch commence aujourd'hui à Los Angeles et la grande question que l'on se pose est: y aurait-il un verdict cette fois.

Si tel est le cas, les jurés devront trancher unanimement les points sur lesquels les 12 jurés du premier procès n'ont pu s'entendre, à savoir: le Dr R. Bernard Finch, qui est âgé de 42 ans, et Carol Tregoff, sa jeune amie de 24 ans, sont-ils coupables d'avoir tué l'épouse du chirurgien? Ou celle-ci a-t-elle été tuée accidentel-

Chili: un séisme fait au moins 174 morts

SANTIAGO. — De violents tremblements de terre ont secoué le sud et le centre du Chili, une seconde journée consécutive, hier. La population a été prise de panique et l'on compte au moins 174 pertes de vie. A mesure que les communications seront rétablies, il semble certain que le nombre de victimes connues augmentera.

Des secousses ont été ressenties également en Argentine, des Andes à l'Atlantique, de trois heures trente à trois heures cinquante, hier après-midi. Il y a eu des dommages et aucune perte de vie. Un raz-de-marée d'eau chaude a fait suite au séisme à Lebu, 285 milles au sud de Santiago. Des sans-filistes amateurs ont signalé que l'on craint de déplorer de nombreuses victimes et de lourdes pertes. Concepcion, une ville de 87,000 âmes, à 220 milles au sud de Santiago, a été fortement secouée par le séisme de samedi dernier, alors que 74 personnes ont péri. Cette ville a été détruite par des séismes en 1570, 1730, 1751; elle a été presque entièrement reconstruite après un tremblement de terre, en 1939. Talca, Valparaiso, ville de 500,000 habitants et Vina del Mar, la célèbre villégiature, ont subi peu de dommages. Puerto Montt, ville de 60,000 âmes a été fortement atteinte; elle est à l'extrémité sud du réseau ferroviaire chilien. L'intensité des secousses soulignait tous les observateurs. Le ministère de l'Intérieur a souligné que le manque de vivres et d'eau potable, l'absence d'électricité et de moyens de communications causent beaucoup de souffrances.

AU FESTIVAL D'ART DRAMATIQUE

Grand prix d'interprétation à M. Jean Doyon, de Mtl

VANCOUVER. — Le trophée Calvert et la somme de \$1,000 ont été décernés samedi soir au London Little Theatre pour sa présentation d'une pièce qui a franchement irrité le juge du Festival d'art dramatique du Canada.

Les représentations qui ont été offertes en fin de semaine par des troupes de théâtre amateur du pays ont pris fin devant un auditoire considérable. Le gouverneur général du Canada et Mme Georges-P. Vanier ont assisté à la dernière représentation, en qualité d'invités d'honneur.

La plupart des prix du festival ont été décernés à deux groupements de l'Ontario, le London Little Theatre et le Club d'art dramatique des diplômés de l'Université de Toronto. Deux troupes du Québec, le Théâtre du Coteau de Chicoutimi et le Théâtre d'Atlas de la Guilde ont remporté des prix secondaires.

L'arbitre du festival, M. Philip Hope-Wallace, critique dramatique du "Guardian" de Manchester, a décerné le premier prix au London Little Theatre, en dépit de l'irritation que lui a causée l'adaptation de la pièce de Luigi Pirandello, "Six personnages en quête d'un auteur".

La pièce de langue française qui a été jugée la meilleure, "Léocadia" de Jean Anouilh, a été jouée par le Théâtre du Coteau de Chicoutimi qui a remporté la plaque du Festival, offerte pour la meilleure production de langue française.

Interprétant le rôle principal dans "Ballad on an Overseas Theme", pièce de l'écrivain montréalais Fred Spoorley, M. Jean Doyon a remporté le prix de \$3,000 offert par la province de Québec au meilleur acteur amateur de langue française ayant démontré les meilleures dispositions pour le théâtre professionnel.

Voici la liste des autres gagnants et les trophées qu'ils ont remportés.

Plaque du Festival, offerte pour la meilleure représentation anglaise, le Vancouver Little Theatre, pour la pièce "A View from the Bridge".

(suite à la page 6)

Deux partisans U. N. adhèrent au parti libéral

Un candidat à la convention de l'Union nationale dans le comté de Rimouski, M. Antonio Georges et le maire de Saint-Luc, comté de Matane, M. Ernest Fortin, ont donné leur adhésion au parti libéral. Tous deux ont invoqué divers motifs de refus d'appui à l'Union nationale.

M. Georges dénonce les méthodes antidémocratiques de l'Union nationale dans le choix de ses candidats. Le jour de la convention, les trois mai, deux ministres, MM. J.-D. Babin et Maurice Bellemare, accompagnés de 175 partisans de l'Union nationale, ont "entravé la liberté d'expression des citoyens qui assistaient à cette convention", selon M. Georges qui s'était inscrit au nombre des aspirants à la candidature de l'Union nationale dans le comté de Rimouski.

Cet aspirant-candidat a souligné que l'Union nationale est prise de programme politique et qu'elle s'appuie uniquement sur le passé.

Du parti libéral auquel j'apparti depuis quelques années, je n'attends aucune récompense, comme je n'en ai jamais reçu de l'Union nationale, a ajouté M. Georges.

M. Ernest Fortin, maire et président de la commission scolaire de Saint-Luc de Matane, ex-organisateur de l'Union nationale, donne maintenant son appui au parti libéral parce qu'il l'a vu le premier ministre Barrette d'incapacité: qu'il trouve également incompétent le député sortant, M. Benoit Gauthier, de nouveau candidat. Le gouvernement, de l'avis de M. Fortin, s'est trop désintéressé des classes agricoles et ouvrières. Le parti libéral, à son avis, donnerait à la province la législation agricole, ouvrière, sociale et économique dont elle a besoin.

M. Fortin a fait allusion à l'expression récente d'opinion peu favorable à l'Union nationale de la part de M. Emile Pellerin, aspirant-candidat à la convention de l'Union nationale dans Saint-Maurice.

Accusation de M. Jean Lesage: L'U.N. a cédé le fer de l'Ungava à Cyrus Eaton, l'ami de coeur de M. "K"

MONTMAGNY. — Le chef provincial du parti libéral, M. Jean Lesage, a sommé hier le gouvernement de l'Union nationale et le premier ministre Barrette de retirer à M. Cyrus Eaton les concessions des mines de fer que ce parti lui a cédées en Ungava parce que ce personnage est celui qui est allé donner l'accablé à M. Khroutchev, l'insulteur du président des Etats-Unis et du monde libre.

Les choix de la province de Québec, a dit M. Lesage, ne veulent pas que leurs richesses naturelles soient exportées par M. Eaton aux usines Krupp en Allemagne de l'Est sous la domination des communistes.

M. Lesage a fait cette déclaration samedi soir à Montmagny lors de l'ouverture officielle de la campagne du candidat du parti libéral dans ce comté, le Dr Laurent Lizotte qui avait réussi en 1956 à réduire de moitié la majorité de M. Antoine Rivard, dans ce comté. Il fera face cette année au même adversaire.

Au milieu d'une foule enthousiaste de quelque 2,000 électeurs et électrices, M. Lesage qui a été député de Montmagny-L'Islet au parlement fédéral pendant 13 ans sans subir la défaite, a porté de dures attaques au régime de l'Union nationale et à son candidat dans ce comté, M. Antoine Rivard.

Après avoir salué la présence des candidats de la région, M. André Rousseau, ancien président de la Fédération provinciale libérale et candidat dans L'Islet, le Dr Gustave Plante, candidat libéral dans Bellechasse, et du candidat libéral dans Montmagny, le Dr Laurent Lizotte — qui doit quitter l'hôpital cette semaine, — M. Lesage a rappelé que ces candidats de même que tous les candidats libéraux représentent le choix démocratique de tous les électeurs contrairement aux candidats de l'Union nationale qui représentent les intérêts d'une clique.

A ce sujet, M. Lesage a salué la présence sur l'estrade d'un candidat de l'Union nationale à la convention pour le

choix d'un candidat dans Rimouski, M. Antoine Georges. Dans une déclaration que ce dernier a faite et qu'a lue M. Lesage, M. Georges affirme que le candidat de l'Union nationale dans Rimouski n'a pas été le choix "des cultivateurs, des ouvriers, des chômeurs, de la population de Rimouski, mais celui d'une clique de Québec. J'offre mes talents, mes forces à M. Albert Dionne, le candidat libéral dans Rimouski, le choix démocratique de la population de Rimouski afin de faire triompher le programme du parti libéral", a déclaré M. Georges.

M. Lesage a déclaré que selon les mots mêmes de M. Barrette, l'Union nationale est décapitée et que ce ne sont plus aujourd'hui que les restes d'un parti en lequel plusieurs ont cru honnêtement pendant des années. Aujourd'hui, dit M. Lesage, depuis que l'Union nationale est devenue d'union des scandales, les hommes honnêtes la quittent avant d'être éclaboussés par les révélations qu'apportera l'enquête sur l'administration de l'Union nationale qu'ordonnera le prochain gouvernement libéral, après le 22 juin. Car nous vaincrons, a affirmé M. Lesage, nous vaincrons parce que nous sommes forts de l'honnêteté des citoyens de la province, nous sommes forts de notre programme, nous sommes forts des intentions qui nous animent.

Les énumérateurs

M. Lesage a dit que M. Barrette a démontré son ignorance de la loi électorale en accusant les énumérateurs libéraux de s'être conduits comme des "agents d'élections" lors de l'é-

numération parce qu'ils ont recueilli des informations quant au nom, à l'âge, à l'adresse, à la description physique des votants. "D'après la loi, a dit M. Lesage, un agent d'élection est toute personne qui fait des démarches auprès des électeurs pour obtenir leurs votes". Nos énumérateurs, a continué M. Lesage, n'ont pas sollicité le vote des électeurs mais ils n'ont fait que consigner des renseignements. La loi ne dit pas que c'est illégal, a poursuivi M. Lesage. "Par contre, nous pouvons citer des cas où des énumérateurs de l'Union nationale ont agi comme des agents d'élections en invitant les gens à voter pour le candidat de l'Union nationale."

M. Lesage a ensuite accusé M. Antoine Rivard, procureur général, d'avoir affirmé que "les énumérateurs libéraux étaient coupables" avant même que l'enquête ne soit terminée. M. Rivard a jugé avant d'avoir fait l'enquête.

Brandissant ensuite un affidavit signé par M. Laurent Brasseur, journaliste de Joliette, M. Lesage a accusé l'Union nationale d'avoir demandé à ses énumérateurs de ne pas inscrire sur les listes électorales les noms des électeurs dont ils ne sont pas certains de l'allégeance politique.

Voici ce qu'a déclaré M. Brasseur dans son affidavit: Ce dernier se trouvait au comité central du candidat de l'Union nationale, dans le comté de Kenogami, M. Léonce Ouellet, au cours d'une assemblée des organisateurs et des énumérateurs de l'Union nationale. Selon l'affidavit signé par M. Brasseur, M. Ouellet aurait alors déclaré devant une soixantaine de personnes: "Entre autres choses, M. Ouellet a déclaré que si les énumérateurs avaient des doutes sur les allégeances politiques de certaines personnes dans leur arrondissement, ce n'était pas tellement grave et de passer outre et que les énumérateurs devaient comprendre ce qu'il voulait dire."

L'Union nationale peut continuer ce jeu, dit M. Lesage, mais nous sortirons vainqueurs quand même parce que la population a perdu confiance en l'Union nationale et que même ses partisans se scandalisent de ses méthodes malhonnêtes.

M. Lesage est ensuite porté à l'attaque de M. Rivard en disant qu'au lieu de chercher les peccadilles, il devrait s'occuper de faire rechercher par sa police les chauffards qui écrasent les enfants dans les rues. Il a cité le cas de M. et Mme Berthiaume, de Québec, qui ont été obligés de s'adresser au public pour retracer celui qui a tué leur enfant pendant que la police et le département du procureur général n'agissent pas. S'adressant ensuite aux ouvriers de Montmagny, M. Lesage a accusé M. Rivard de considérer les travailleurs et les syndicalistes comme "les pieds qui veulent diriger la tête".

M. Lesage a alors cité une déclaration faite par M. Rivard, en novembre 1946, devant la Corporation des agronomes à l'hôtel Victoria, de Québec: "Les unions ouvrières de l'Etat voisin sont devenues un Etat dans l'Etat et le professionnel est le seul qui, par la force des circonstances, a reçu une formation qui l'a sorti de la foule et lui a permis d'envisager les problèmes qui se posent. C'est par lui qu'est formée la classe appelée dirigeante mais dans les temps actuels, la classe dirigeante."

Le Père Bibeau a remercié le gouvernement pour la subvention de \$100,000 qu'il lui a fait parvenir la semaine dernière en

(Suite à la page 6)

(suite à la page 6)

M. BARRETTE AU SEMINAIRE DE JOLIETTE:

L'enseignement doit s'adapter aux besoins du monde moderne

Lettre pastorale anticommuniste lue dans l'Orient

LA HAVANE. — L'Eglise catholique romaine de Cuba s'est jointe ouvertement à la lutte contre le communisme.

Dans toutes les églises de la province d'Orient, berceau de la révolution de Castro, on a lu une lettre pastorale de Mgr Enrique Perez Serrantes, archevêque de Santiago, prévenant en termes généraux les catholiques de la menace communiste et leur ordonnant de s'y opposer. La lettre pastorale ne fait aucune allusion spécifique à la présence de communistes au sein du régime Castro. Toutefois Mgr Serrantes déclare: "Nous ne pouvons plus dire que l'ennemi est à nos portes, il est dans nos murs et il se cache sous nos pieds."

Il ne faut toutefois pas voir un reproche dans cette remarque, a-t-il dit.

L'enseignement, de nos jours, doit s'inscrire dans un cadre moderne. On doit construire non pas pour servir les anciennes générations mais pour aider les étudiants d'aujourd'hui.

"Il faut bâtir pour l'avenir, pour la jeunesse", a dit le premier ministre.

Pour donner à la jeunesse une véritable formation il faut lui inculquer le goût du beau et du bon, a encore dit le premier ministre.

JOLIETTE. — Le premier ministre Antonio Barrette a affirmé dimanche que si l'enseignement doit toujours s'inspirer des traditions anciennes il doit néanmoins se placer dans un cadre moderne de nos jours.

M. Barrette, qui portait la parole à l'occasion de l'inauguration des nouveaux immeubles du Séminaire de Joliette, a aussi rendu hommage au travail accompli par le clergé dans le domaine de l'enseignement.

Le coût des nouveaux immeubles, qui abritent une chapelle, une bibliothèque publique, un centre récréatif, plusieurs salles d'études, des laboratoires et une galerie d'exposition, se chiffre par \$3,000,000.

Le premier ministre a dit qu'il est impossible de ne pas remarquer les lignes très modernes des nouveaux immeubles.

Il ne faut toutefois pas voir un reproche dans cette remarque, a-t-il dit.

L'enseignement, de nos jours, doit s'inscrire dans un cadre moderne. On doit construire non pas pour servir les anciennes générations mais pour aider les étudiants d'aujourd'hui.

"Il faut bâtir pour l'avenir, pour la jeunesse", a dit le premier ministre.

Pour donner à la jeunesse une véritable formation il faut lui inculquer le goût du beau et du bon, a encore dit le premier ministre.

Conflit réglé entre l'UCC et la CTCC

L'Union catholique des cultivateurs et la Confédération des travailleurs catholiques du Canada se sont mises d'accord samedi sur les termes d'une entente qui met fin à la grève des employés des compagnies d'assurances de l'UCC et celle des membres de l'Association des représentants de service.

Après des pourparlers qui ont pris fin vendredi entre M. Jean-Baptiste Lemoyne, président de l'UCC et le secrétaire général de la CTCC, M. Jean Marchand, la proposition suivante a été soumise aux employés et elle a été acceptée au cours d'une assemblée tenue samedi:

Tout d'abord, l'Union catholique des cultivateurs reconnaît l'Association des représentants de services pour représenter les assistants-gérants, les secrétaires d'agence et les inspecteurs d'agence. Les gérants sont exclus de l'Association mais ils ont obtenu des contrats particuliers. Les six employés congédiés devront soumettre leur cas à un tribunal d'arbitrage dont l'arbitre sera M. René Paré, président de la Société des artisans.

La décision de ce tribunal sera finale et exécutoire. Le retour au travail des employés se fait sans discrimination et sans perte de leurs avantages antérieurs. Les lignes de piquetage seront enlevées dès que l'entente sera signée.



COMPRESSES POUR LES YEUX

SOUAGE la fatigue des yeux, RAFFRAÎCHIT la fatigue et la tension sont susceptibles de paraître. Aussi OPTREX EN FLACON (POUR LES BAINS D'YEUX)

Optrex "le bien-être des yeux"

La Meilleure Voiture de France

PEUGEOT

Reconnue par les experts et par le Magazine Road & Track comme étant "une des 7 meilleures voitures au monde". Les autres: Rolls Royce, Mercedes Benz, Lancia, Rover, BMW et Cadillac.

Seulement \$2,950. — avec 6 mois de garantie

Essayez-la aujourd'hui

DISTRIBUTEUR 403

Nantel

AUTOMOBILES LTÉE

AUTREFOIS, SUBURBAN MOTORS LTD.

J. P. Nantel, prés. — M. Goyette, sec.-trés.

400, Boulevard Décarie, Ville Saint-Laurent — R.I. 8-8807

1982 ouest, rue Sainte-Catherine — W.E. 4-1807

De Dollard à Chénier

Par Jacques BELLEAU

La querelle autour de Dollard n'est certes pas entièrement terminée car il est logique de supposer que ses adversaires n'abandonneront pas la partie aussi facilement; ils reviendront sans doute à la charge avec une vigueur nouvelle. Il n'est pas exagéré de penser qu'il leur faudra beaucoup d'énergie car ils ont maintenant un antagoniste de taille qui leur obstrue la route et qu'il leur sera bien difficile de bousculer: le dernier ouvrage du Chanoine Groulx, DOLLARD EST-IL UN MYTHE?

A la veille du tricentenaire de l'exploit du Long saut le travail de Groulx arrive comme une bouffée d'air frais. Il est reconfortant au milieu de tout ce brouhaha d'entendre dire par une voix lucide que nos manuels d'histoire n'ont pas défiguré Dollard autant qu'on a voulu le faire croire. Le texte de Groulx invite à la réflexion; il est étoffé, clair, scientifique. Il repose sur des documents authentiques, et les références sont abondantes. Lecture faite, et en accordant aux contradicteurs éventuels ou possibles un minimum de bonne foi et d'objectivité, on se demande comment ils pourront, quant à l'essentiel, apporter des objections tout en se maintenant à un niveau qui permette le dialogue. A moins de découvrir des documents nouveaux qui donneraient aux événements une explication et un sens différents, il semble qu'ils devront se contenter d'emprunter aux prestidigitateurs certains tours de passe-passe.

D'un extrême à l'autre

Il y a à notre avis un aspect du problème qui n'a pas été assez souligné et sur lequel, il nous semble, il devient nécessaire d'insister fortement. Cette entreprise de démolition n'a pas que des mauvais côtés car elle permet d'en tirer une grande leçon. Devant ce phénomène déplorable et à l'instar de quelques-uns, il ne s'agit pas, sous le coup d'une sainte indignation, d'injurier les responsables. La peine qu'il faut honorer est celle de ceux qui appliquent d'autant plus que la méthode n'a jamais rien réglé. Mais s'est-on jamais demandé comment il se faisait que depuis quelques années nous assistions à une offensive en règle d'ont le but apparent est l'effacement de la plupart de nos héros? Les explications sont sans doute nombreuses mais à notre avis la plus importante et qui, soit dit en passant, serait plutôt le produit du subconscient que de la connaissance et du vouloir, pourrait se résumer en une phrase banale, devenue presque un axiome: un excès dans un sens amène presque infailliblement un excès en sens inverse. Le despotisme aboutit presque toujours à la révolution. Une étude de la

plupart des soulèvements populaires en témoigne. L'histoire de l'Eglise universelle démontre que les abus du cléricisme finissent souvent par engendrer un excès encore plus déplorable c'est à dire l'anticléricalisme. La prodigalité et l'austérité se situent à deux pôles opposés et pourtant le premier réussit difficilement à se débarrasser de l'haléine du second qui lui chauffe le dos.

Il est à se demander si le même phénomène ne joue pas en ce qui concerne notre histoire. Il est évident que nos manuels ont quelque peu gonflé certains de nos ancêtres. L'intention était louable mais en voulant trop glorifier les personnalités, et en passant sous silence certains aspects moins édifiants de leur condition humaine, il fallait prévoir qu'un de ces jours le réveil serait brutal. Une exagération, même celle inspirée par les sentiments les plus nobles, produit rarement les résultats espérés. Dans le cas qui nous occupe la réaction fut amère: sous prétexte de rétablir la vérité historique on a poussé encore plus loin l'exagération en direction opposée et nos héros sont injustement démolis.

L'Association de la Jeunesse canadienne-française ne désire pas être la cause d'une situation identique. A la veille du tricentenaire de l'exploit du Long saut nous croyons que Dollard mérite d'être réhabilité, mais nous organisons en son honneur. Mais nous voulons honorer sa mémoire d'une façon lucide et en repoussant toute exagération. Contrairement à ce qu'on nous répète souvent la jeunesse ne se laisse pas dorer la pillule aussi facilement. La jeunesse se caractérise par une soif insatiable de vérité et gare à qui la trompe!

Deux héros

Récemment et dans un autre ordre d'idée une attitude qui nous paraît extrêmement curieuse vient de prendre jour. On veut absolument opposer Chénier à Dollard. Comme si l'un ne pouvait exister en présence de l'autre. Par un raisonnement que nous pouvons difficilement suivre, Dollard serait responsable de ce que Chénier ne soit pas suffisamment honoré. Nous déplorons nous aussi que Chénier ait sombré

ble liberté de l'intelligence. Ses disciples ressemblent au maître.

On a vu, certain jour, une feuille duplessiste s'indigner à la pensée qu'on avait chargé M. Frank R. Scott d'étudier à la radio des problèmes constitutionnels. Qu'est-ce qui l'a préparé à cette tâche? de mandait le folleultraire. Est-ce d'avoir écrit des poèmes? Est-ce d'avoir occupé pendant des années la présidence du parti CCF? Est-ce d'avoir été l'avocat de Roncarelli?

Ainsi les questions-réponses fusillaient-elles. Il n'en manquait qu'une seule: et c'était de reconnaître que le juriste Frank Scott est un grand spécialiste du droit constitutionnel.

Les spécialistes du droit constitutionnel ne s'entendent pas entre eux; et il se trouve que, sur plusieurs points, je m'accorde avec les adversaires de M. Scott. Mais ce n'est point un motif de laisser entendre que le professeur de McGill est un agitateur.

Même s'il a écrit des poèmes, s'il a participé — avec une grande dignité — à la politique de son pays, et s'il fut l'avocat d'un Témoin de Jéhovah, un juriste est un juriste et il serait sot de se priver de ses services.

La liberté académique

Que deviendrait une université conduite en fonction de ce dogmatisme partisan? Elle risquerait, en bien des domaines de tourner en rond. Si elle se mettait à multiplier les exclusives, elle périrait de faim. Fort heureusement, je le répète, telle n'est pas l'attitude habituelle de l'université de Montréal.

Pourtant, dans la refus que nous venons d'examiner, dans l'obstination qui fut mise à refuser, nous persistons à croire que la liberté académique est mise en cause. Cette liberté implique, au moins dans un sens large, la liberté de recruter des professeurs compétents. Comme personne n'a mis en doute la compétence et l'intégrité personnelle de M. Pierre-Elliott Trudeau, nous continuons à nous demander pourquoi deux doyens ont été empêchés de retenir les services d'un spécialiste des sciences politiques — l'un des très rares que compte en ce moment le Canada français.

André L.

dans l'oubli car nous croyons qu'il fut un héros véritable, peut-être l'un des plus grands de toute notre histoire. Nous n'avons pas le temps ici d'analyser les motifs de cet abandon. Il se peut que les hypothèses avancées ne soient pas toutes à rejeter. Nous invitons ceux qui s'indignent de cet oubli à venir nous voir. A l'A.J.C. nous serions prêts à faire tout en notre possible pour réhabiliter la mémoire de Chénier et honorer le héros de 1837 comme il le mérite. Mais nous ne croyons pas que pour ce faire il faille absolument démolir Dollard. Le comportement à quelque chose de primitif et nous nous refusons totalement à emboîter le pas. Ce serait le comble du ridicule!

La grandeur de Chénier n'a rien à voir avec celle de Dollard!

Vive Chénier et vive Dollard!

Jacques BELLEAU,

Association de la Jeunesse canadienne-française.

La Bible vous parle

Ne prends pas un sot pour confident, car il ne saurait garder ton secret. (Eccl. 8, 17) (Textes choisis par la Société Catholique de la Bible).

Tu ne mettras pas devant un aveugle quelque chose qui puisse le faire tomber, car tu auras la crainte de ton Dieu. Lévi 19, 14) (Textes choisis par la Société Catholique de la Bible).

Lettre au "Devoir"

Le rôle de la province de Québec

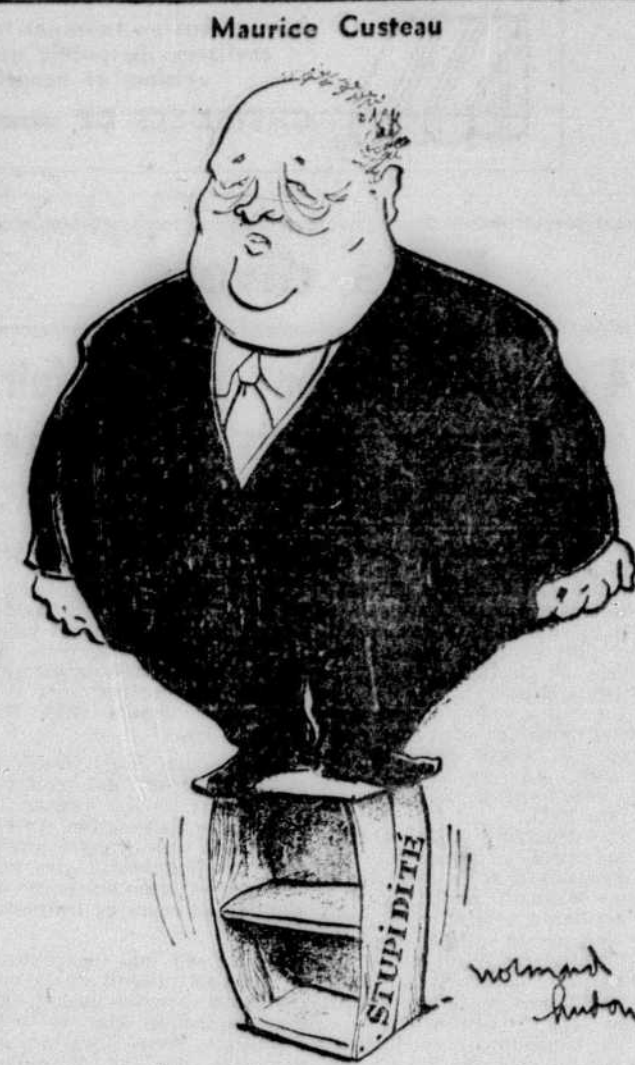
Monsieur le rédacteur,

Les récentes déclarations de M. Fisher, M.P., et les répliques qu'elles ont provoquées traduisent l'inquiétude culturelle des deux grandes communautés du Canada. Tout naturellement, on est venu au rôle que la province de Québec s'est trouvée amenée à jouer comme garante des intérêts canadiens-français que celle-ci soit la lettre de la constitution du pays. Au moment où on parle de rapatriement de la loi suprême, il est à se demander si le fédéralisme formel actuel ne devrait pas faire l'objet d'une révision pour donner à chacune des grandes communautés culturelles du Canada les apaisements qu'elles semblent en droit d'exiger. Autrement dit, le problème nous paraît posé de savoir s'il ne serait pas utile de consacrer dans les textes la situation de fait qui oblige la province de Québec à jouer le rôle de mainteneur de la culture française en Amérique du Nord.

La prééminence anglophone actuelle ne nous paraît en effet pas nécessairement acquise. Sans doute les Anglophones sont-ils aujourd'hui les plus nombreux. Sans doute est-ce en eux que viennent aujourd'hui s'accumuler la plupart des immigrants contraints à renoncer à leurs propres patrimoines culturels. Non seulement les Anglophones sont les plus nombreux et exercent la plus forte attraction, mais encore ils contrôlent une bonne part de la vie économique, de la vie culturelle, de la vie politique.

Mais hier les Anglophones n'étaient pas les plus nombreux, loin de là. Leur nombre actuel provient pour une large part d'une habile politique d'immigration. Le dynamisme démographique est du côté francophone et rien n'interdit de l'amplifier par une politique d'immigration et de main tendue aux immigrants que les soient les convictions religieuses ou philosophiques de ceux-ci. Dans une récente causerie, M. Naim Kattan indiquait comme les nouveaux venus étaient justement prêts à saisir cette main.

Au point de vue économique, l'importance des Anglophones peut sembler inébranlable si on admet que la pure doctrine du libéralisme économique devra demeurer la règle du Canada. Mais l'évolution des autres pays modernes nous montre que d'une part la collectivité tend à gérer elle-même les services d'importance publique (eau, électricité, téléphone, transport, etc.) ainsi qu'un certain nombre d'autres services constituant des branches importantes de l'économie, et que d'autre part le développement des syndicats va



La circonférence au sommet

également dans la direction d'un contrôle accru des employés sur leurs employeurs. Autrement dit, il y a des chances non négligeables que le contrôle économique revienne tôt ou tard à la population la plus nombreuse, surtout si celle-ci dispose, grâce à une bonne politique de l'instruction, des cadres nécessaires aux moments propices.

Or le groupe francophone fait aujourd'hui preuve d'un grand dynamisme culturel: qu'il suffise de désigner des réalisations comme la radio et la télévision qui ramènent et développent le fait français au Canada, les universités dont l'expansion foudroyante doit rapidement produire un rayonnement intellectuel au delà du cercle français.

La prééminence de la collectivité anglophone, malgré le voisinage américain, n'est donc peut-être pas si bien assurée à long terme qu'on le croit.

Mais si d'un côté on veut pouvoir toujours parler français, de l'autre on veut être sûr de toujours pouvoir s'exprimer en anglais. Et là où il y a de l'anxiété, la vie politique se fausse. Les groupes se dressent les uns contre les autres. "Tout royaume divisé contre lui-même est dévasté, et toute ville ou maison divisée contre elle-même ne peut subsister" (Matthieu, XII, 25).

Nulle société ne peut survivre à la division. Et c'est pourquoi s'est lentement ébauchée une technique politique assurant l'union des sociétés composées d'éléments divers voulant chacun préserver la flamme de ses valeurs. En ce sens, le choix des constituants de Québec de 1864 a été un mauvais choix car ils ont voulu se référer à une fédération qui ne visait pas à préserver dans un cadre commun des civilisations différentes, mais organisait un vaste "melting pot".

Mieux eût par exemple valu se référer à la Suisse. Depuis sept siècles et plus, en effet, quatre civilisations se sont harmonieusement développées dans ce cadre helvétique, préservant dans un esprit suisse ce que chacune avait d'irremplaçable et de profondément humain: la française, l'allemande, l'italienne et la romanche — sans parler des différences confessionnelles qui partagent nos amis suisses.

On dit du Dominion canadien qu'il est une "fédération". Mais si on envisage les civilisations qui font ensemble la richesse unique du Canada, ce n'est pas vrai. Qu'est-ce qui caractérise une fédération? C'est un Parlement dont l'une des chambres est un "Conseil des nationalités" jouissant d'un pouvoir de l'Assemblée populaire. Dans ce Conseil des nationalités, la représentation est assurée de fa-

çon à accorder à chaque nationalité une importance égale, quel que soit le nombre de ses électeurs, et le calcul des voix s'y fait de manière qu'une majorité ne puisse être acquise sans l'acquiescement de chacune des nationalités représentées. Dans le cas canadien, cela signifie que pour qu'il y ait fédération il faudrait que le Parlement d'Ottawa soit divisé en deux chambres, la Chambre des communes présente et un "Conseil des nationalités" divisé par moitié entre députés des Canadiens français et députés des Canadiens anglais, avec sans doute des représentations indienne et esquimaude, l'exigence d'une majorité renforcée empêchant ces minorités de faire les décisions entre les groupes francophone et anglophone.

Car même si on voulait voir une "fédération de provinces" dans le Canada d'aujourd'hui à la mode américaine, le Sénat présent ne correspondrait pas à cette image.

Certes les sénateurs sont choisis au prorata des différentes régions du Canada. Mais ils ne sont pas élus; ils sont nommés, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas les mandataires du peuple. Sans doute a-t-on voulu leur assurer l'indépendance en les nommant à vie. Mais justement du fait qu'une personne n'a plus de comptes à rendre de ses actes parce qu'elle n'a plus à retourner devant le peuple qui l'a nommée, elle perd l'appui psychologique qui trouve celui-ci qui est en liaison permanente avec la force dont il se fait l'instrument, que cette force se nomme le peuple ou le parti.

Par ailleurs, la nomination des sénateurs n'est pas un acte des régions, mais du pouvoir central. La représentation des régions dépend donc du bon vouloir de la direction du parti national au pouvoir au moment de la nomination. Ainsi, le sénateur nommé à vie pour représenter une région se trouve n'être pas nommé par sa région.

Comme la Loi de l'Amérique du Nord britannique, elle ignore la véritable nature du fédéralisme canadien, celui-ci s'est reconstitué sous la forme de la consultation des provinces, tant il est vrai qu'aucune loi ne peut ignorer la nature sociologique des choses. Et cette consultation a mis l'accent sur une province, la province de Québec, parce qu'elle était toute seule à exprimer le vœu d'un élément essentiel au fédéralisme canadien, la volonté canadienne-française.

Le rôle de la province de Québec comme gardienne du fait français en Amérique du Nord peut sans doute être critiqué au nom des textes, ce

(Suite à la page 6)

Sur quelques suggestions à la Commission Champagne

Les mémoires à la Commission Champagne se multiplient; phénomène reconfortant, puisque les groupes qui prennent la peine de présenter leurs vues manifestent ainsi l'intérêt de leurs membres pour la chose municipale. L'éventail étendu des propositions n'est pas un mal, car c'est une conséquence normale de la variété des préoccupations et des intérêts.

La majorité des groupements reflète l'opinion générale en proposant l'abolition des trois classes de conseillers. La classe «C» paraissait bien condamnée d'avance puisqu'elle est depuis longtemps l'objet de critiques que ses représentants au Conseil ont amplement méritées. Mais il faut souhaiter pour l'homogénéité du Conseil que la classe «A» disparaisse aussi car notre fiscalité montréalaise ne justifie pas en faveur des propriétaires un privilège qui peut entraîner de grands inconvénients d'ordre administratif.

Or la Chambre de commerce de Montréal propose de rétablir la classe «C» d'une façon encore plus contestable que dans le système actuel. Elle préconise un Conseil de révision groupant les présidents de douze corps publics et qui disposerait d'un contrôle exorbitant sur les décisions de l'Exécutif et du Conseil municipal. Toutes les décisions importantes du Conseil municipal devraient être approuvées par la majorité de ce Conseil de révision, sans quoi la décision devrait être reprise et réaffirmée par l'Exécutif et adoptée de nouveau par un vote affirmatif des deux tiers du Conseil municipal.

En somme, ce Conseil de révision aurait des pouvoirs plus étendus que l'actuelle classe «C». Or il émanerait des mêmes corps publics, et si l'on peut reprocher aux conseillers «C» de n'être pas élus démocratiquement, parce que leurs «électeurs» ne sont pas représentatifs des groupes sociaux en cause, l'autre formule se heurterait à la même objection. Les corps publics ont en vingt ans pour faire leurs preuves, et leur influence par la classe «C» a été négative, confuse, désordonnée.

La plupart des mémoires recommandent de revenir à une seule catégorie de conseillers, avec un seul élu par district ou quartier. Le nombre varie, de quarante à soixante, deux chiffres qui paraissent indiquer des limites dans un sens ou dans l'autre; le nombre que l'on choisira entre ces extrêmes est d'importance secondaire pourvu que la future carte électorale soit bien faite et tenue à jour par des révisions périodiques.

La formation de l'Exécutif est le point névralgique où se heurtent les recommandations. Deux groupes veulent démocratiser le choix de l'Exécutif par des méthodes différentes. Le Conseil du travail de Montréal propose 42 quartiers afin de les répartir en sept groupes de six, chaque district élisant au vote populaire un membre de l'Exécutif. D'autre part, l'Association des hommes d'affaires du nord propose 48 quartiers répartis en six districts; chaque district élirait à l'Exécutif un représentant, mais qui serait élu par les huit conseillers du district.

Ce souci démocratique est à première vue fort louable, et des formules de ce

genre existent ailleurs. Mais cela conduit au même inconvénient que la pluralité des classes au Conseil. La méthode présente, où trois classes de conseillers choisissent chacune deux membres de l'Exécutif, ne donne pas une administration homogène. Si les membres sont élus par les districts, soit au vote populaire, ou par le choix des conseillers du district, on aurait la même division. En cas de lutte électorale contestée, un parti pourrait même avoir une nette majorité au Conseil et se trouver en minorité à l'Exécutif.

La règle d'or c'est qu'il y ait un pouvoir disposant de la décision finale, et ce doit être le Conseil parce que les conseillers sont élus par les quartiers. Il importe que l'administration possède la confiance de la majorité du Conseil, et la meilleure façon d'y arriver c'est que l'Exécutif soit élu par le Conseil. Comme les groupes politiques tiennent à soigner leur popularité, l'équipe victorieuse pourra normalement s'efforcer d'assurer une représentation dans l'Exécutif aux diverses régions de la ville, mais sans compromettre l'autorité de l'administration au Conseil.

Enfin, l'homogénéité de l'Exécutif permettrait une réforme que le régime actuel exclut au départ: la répartition des tâches. Si comme dans un ministère, chaque membre doit s'occuper de la routine d'un secteur ou de services donnés, l'ensemble du Comité ne s'enliserait pas comme aujourd'hui dans le foillis des questions secondaires qui doivent toutes venir devant l'Exécutif.

Du double point de vue de l'accord entre l'Exécutif et la majorité du Conseil, et de la solidarité des membres du Comité, la formule proposée par la Chambre de commerce est excellente: choix du président par le Conseil, puis des membres par le Conseil sur proposition du président. De plus, l'expérience paraît démontrer que le Conseil doit posséder le pouvoir de congédier l'Exécutif et d'en nommer un autre; sans cela son autorité est compromise.

Du moment que l'on assure au gouvernement municipal une base démocratique saine par l'élection des membres du Conseil dans les divers quartiers, il convient ensuite de ne pas trop compliquer les rouages. Le «Comité civique» proposé par les Hommes d'affaires du nord, et dont ferait partie un conseiller de chaque «district», peut devenir une source de frictions et de conflits.

De même il ne faut pas pousser trop loin les similitudes avec le régime parlementaire proprement dit: car il s'agit d'un gouvernement local, qui n'est pas souverain dans son domaine mais demeure subordonné au pouvoir législatif de l'Etat provincial.

Pourquoi régler d'avance toutes les difficultés imaginables par des procédures extraordinaires et compliquées? Il faut adopter le meilleur régime possible, à la lumière de l'expérience, et ensuite lui faire confiance. Si une crise survient et que l'on se trouve devant une impasse, l'autorité provinciale est toujours là. Mais si, sous prétexte de tout prévoir, on surcharge le régime de mécanismes superflus, cela risque de favoriser les conflits et les obstructions.

Paul SAURIOL

Blocs-Notes

M. Trudeau et la conspiration des ânes

Un quotidien duplessiste — et l'épithète n'est point un lapsus — s'amuse à représenter M. Pierre Elliott-Trudeau comme un homme qui a voulu forcer les portes de l'université et qui, malgré ses efforts et ceux de ses amis, n'y a point réussi.

A côté des énormités qu'écrivent ces messieurs sur la compte des abbés Dion et O'Neill — et quoi! parler ainsi de deux prêtres? Ces cléricaux par intérêt peuvent, quand l'intérêt commande en sens inverse, adopter un ton d'une rare insolence —; à côté, donc, de ces énormités, les mensonges dont Trudeau est victime sont mineurs. Mais un mensonge mineur reste un mensonge.

La réalité c'est qu'à quatre reprises durant huit ans, deux doyens de la Faculté des sciences sociales ont invité M. Trudeau à devenir professeur: deux fois, M. Esdras Minville, et deux fois, M. Philippe Garrigue. Chaque fois, M. Trudeau a accepté. Au moins trois fois, avec l'assentiment d'un groupe de professeurs de la Faculté, cette candidature fut proposée aux autorités supérieures de l'Université de Montréal, et refusée par elles.

Voilà des semaines que nous imprimons ce récit. Selon la

seule dénégation qui soit survenue — de la part d'une autorité moyenne — jamais les formalités officielles d'une candidature ne furent remplies dans les "formes prescrites": cet enfantillage nous paraît de mauvais goût. Nous ne discutons pas de virgules et d'acents aigus: les restrictions mentales ne servent ici qu'à éviter de poser le problème.

Au surplus, il paraît vraisemblable qu'une fois au moins les formalités et les "formes prescrites" furent observées. M. Trudeau racontait ici même, lundi dernier, qu'un cours d'une entrevue d'une heure et demie, le 21 mars dernier, M. Garrigue avait abordé le problème: "M. Garrigue ajouta cependant qu'il voulait tenter une nouvelle demande, mais cette fois-ci, disait-il, une démarche plus officielle, et dans les formes prescrites: il eut même la prévenance de me décrire ces procédures qu'habituellement il n'était pas nécessaire de suivre, ajouta-t-il.

Le jeu des citations

Le journal duplessiste, pour établir que M. Trudeau n'a rien à faire à l'université, s'amuse à citer les textes (de M. Trudeau) qu'il juge les plus compromettants. L'Action catholique en avait fait autant. Ce petit jeu peut durer des mois. On sent qu'aux yeux des conservateurs intrinsèques, telle opinion ou tel paradoxe sur des sujets tabous suffisent à condamner un intellectuel aux ténèbres extérieures. Leur indignation repose sur ce postulat: qu'un non-conformiste, quelles que soient sa compétence et son intégrité personnelle, n'est jamais digne d'entrer dans le corps professoral: non est (Non)

Est dignus, dignus entrare in nostro docto corpore

La seule pensée qu'un Trudeau puisse porter la toge du professeur leur semble absurde et immorale.

A qui cette pensée est-elle venue?

Me permettront-ils de leur faire remarquer que cette pensée est venue deux fois à M. Esdras Minville, alors doyen de la Faculté des sciences so-

ciales, plus tard membre de la Commission Tremblay et toujours directeur de l'Ecole des sciences sociales et politiques? Et qu'elle est, plus récemment, venue deux fois au doyen actuel de la Faculté des sciences sociales, M. Philippe Garrigue? Voudront-ils se rendre compte qu'ils discutent en ce moment, non point avec un journaliste du Devoir, mais avec deux intellectuels que l'université de Montréal a chargés de très hautes responsabilités, qui avaient ce qu'ils faisaient lorsqu'ils invitaient M. Trudeau à devenir professeur chez eux, et qui semblaient le désirer avec quelque instance puisque leurs démarches s'échelonnaient sur huit années?

Il y a du reste, et fort heureusement, des non-conformistes à l'Université: certains d'entre eux occupent des fonctions importantes. On a donc la joie de constater que l'Université se montre, d'ordinaire, autrement libérale que les colporteurs du journal duplessiste ou de l'Action catholique. On peut même se demander si, dans le cas présent, l'intransigence manifestée à l'endroit de M. Trudeau ne vient pas de ce que l'Université se sent envahie par des ânes, et qu'elle a craint de les entendre s'unir pour braire en choeur et manifester bruyamment leur hargne et leur mécontentement.

La peur des intellectuels

L'attitude duplessiste à tous jours consisté à mépriser les intellectuels: soit en les faisant manger à l'aube des esprits, soit en les traitant d'esprits nauxes et de "poètes". Certains hommes d'action ont, au fond, une peur instinctive des intellectuels, et très particulièrement des intellectuels compétents, mais bien plus encore des intellectuels courageux. Je pourrais citer des plaisanteries de Maurice Duplessis sur des professeurs d'université qui passaient pour ses amis: je les ai entendues dans l'intimité. Elles étaient parfois aussi drôles qu'injustes — et elles révélaient une méfiance profonde.

Je sais bien que l'irréalisme de certains intellectuels, leur manque de simple bon sens, leur irresponsabilité, justifient certaines de ces mauvaises blagues. Mais le calembour duplessiste s'attaquait à la fonction même, au travail de l'intelligence, à la déstabi-

Réflexions sur nos façons d'écrire et de parler

s'attendre que...

Par Gérard DAGENAIS

Un lecteur de Québec m'écrit: "Je lis beaucoup de livres français et cela m'intrigue de constater que de bons auteurs écrivent m'attends à ce que tandis que d'autres tout aussi bons disent je m'attends que. Y a-t-il une règle là-dessus ou l'emploi de la préposition est-il facultatif?"

Voilà un sujet sur lequel grammairiens et écrivains, semble-t-il, n'ont pas fini de discuter.

Abel Hermant, qui signale Lancelot ses chroniques de la fin du Temps, ne pouvait tolérer qu'on dise autour de lui s'attendre à ce que. Il écrivait ce qui suit dans son article du 4 octobre 1933: "On s'attend à une chose et on consent à une chose; d'où il devrait s'ensuivre que l'on consent à ce que et que l'on s'attend à ce que; plusieurs, en effet, le disent; mais l'invariable usage des classiques est de dire: Comme à ce s'attendre que. Comme à ce que est affreux et que sa suppression est un soulagement pour l'oreille, je pense qu'il faut profiter des précédents et dire consentir que, s'attendre que,

sans souci de la logique, laquelle d'ailleurs n'a rien à voir ici."

Le 4 juillet de l'année suivante, Lancelot revenait sur ce sujet. "Ainsi, écrivait-il, l'on s'attend à quelque chose et l'on consent à quelque chose. Il s'agit donc d'un naturel d'écriture: "Je m'attends à ce que telle chose arrive"; mais il y a aussi: "Je consens à ce que vous fassiez ceci ou cela." Or, l'usage de tous les écrivains classiques est d'écrire: "S'attendre que...".

Consentir que... Montaigne, il est vrai, a écrit: "Je m'attends à ce que la science serve d'ornement, non de fondement"; mais il a écrit: "Ne vous attendez pas qu'ils y mettent la main."

Il serait intéressant de savoir si, chez Montaigne, l'emploi de ce que dans un cas et de que dans l'autre ne correspondait pas à quelque subtilité.

Quoi qu'il en soit, vingt ans après lui, M. René Georj, dans son ouvrage Pour un meilleur français, exprime le même avis que Lancelot.

"Le tour à ce que, écrit-il, qui est d'une affreuse lourdeur, est

à éviter chaque fois que c'est possible. De façon à ce que ne dit rien de plus que de façon que." Et il ajoutait: "On disait aussi au grand siècle: Je m'attends que, et non: Je m'attends à ce que. Décidément le français moderne n'a pas gagné en élégance."

Enfin, si nous consultons le dictionnaire des difficultés de la langue française de Thomas, nous y trouvons l'avis suivant: "Quand le sens de la phrase est affirmatif, le verbe qui suit s'attendre que se met à l'indicatif; si le mot au subjonctif, si le sens est négatif (...). La construction s'attendre à ce que (qui régit toujours le subjonctif) est condamnée par la plupart des grammairiens (...). On la trouve toutefois dans le Dictionnaire de l'Académie (...). et aussi dans le Larousse du XXe siècle (...). Grévisse en donne plusieurs exemples tirés de bons écrivains."

Vous ne serez donc pas chassé de la bonne société si vous dites à ce que.

(Tous droits réservés par l'auteur)

CHRONIQUE JURIDIQUE

La tyrannie des précédents

Par Me Claude-Armand SHEPPARD

La pratique de la Common Law de chercher la solution de problèmes juridiques actuels dans les décisions antérieures des tribunaux — l'hégémonie des "précédents" — a toujours existé au Québec où elle est très répandue. L'avocat en exercice, le juge dans la solitude de sa chambre, le juriste consultant approfondissant un secteur quelconque du droit, ne pourraient accomplir leur tâche sans l'assistance des recueils de jurisprudence. Ils y trouvent, qui la réponse rapide à une difficulté immédiate, qui la somme de l'interprétation judiciaire d'un texte de loi, qui encore l'évolution de la pensée de la magistrature quant à une question particulière.

Les pressions de la pratique moderne et l'accumulation des textes législatifs rendent cette dépendance inévitable. Ces recueils fournissent de précieux raccourcis. De plus, le jugement d'un tribunal constitue forcément la solution d'un problème pratique. Le praticien, qu'il appartienne au barreau ou à la magistrature, est constamment aux prises avec des questions concrètes. La théorie, encore plus dans une société pragmatique comme la nôtre, lui est suspecte. Il a une certaine méfiance à l'égard des spécialistes universitaires. Les ouvrages trop théoriques le déroutent par tous leurs aspects. Les traités de droit — la série Trudel en est un exemple notoire — ressemblent de plus en plus à des tableaux de jurisprudence dont ils se distinguent souvent par la forme plutôt que par le fond. Même en France, les précédents trouvent de plus en plus droit de cité. Les plus honorables théoriciens de la Faculté de Paris — et à juste

titre — étaient leurs ouvrages d'un nombre croissant de renvois aux jugements des tribunaux.

Ce recours à la sagesse du passé et ce mariage de la théorie et de la pratique mériteraient un appui chaleureux s'ils ne nous induisaient pas parfois en erreur et si l'on ne s'agissait quelquefois de mésalliance. L'usage des précédents n'est pas sans risques, risques qu'il ne faut ni exagérer ni passer sous silence.

Un premier danger ressort de ce que, dans un sens, presque chaque litige est une cause d'espèce. Seul le juge de première instance, qui entend les témoins, peut véritablement évaluer des témoignages dont l'appréciation est en partie psychologique. Cette appréciation ne se traduit pas toujours facilement dans un jugement écrit. Elle peut échapper à une tierce personne. De la l'hésitation traditionnelle des cours d'appel à renverser le tribunal inférieur sur une question de fait. D'ailleurs, peut-on toujours se fier au compte rendu qui l'on trouve dans un rapport judiciaire?

Deuxièmement, l'on aurait tort de perdre de vue l'évolution de la société. Ce qui pouvait paraître juste il y a 75 ans, peut encore l'être, mais ne l'est pas nécessairement. Nos connaissances sont plus vastes. Nous avons plus conscience de la relativité des opinions humaines. Nos attitudes, soit ne sont plus les mêmes, soit ne s'expriment plus de la même manière.

Quant aux précédents étrangers, quoiqu'ils soient souvent d'une grande utilité et puissent suggérer des solutions désirables, ils sont sujets à un emploi doublement circonspect.

Une troisième objection est plus délicate, mais non moins sérieuse. Dans la magistrature, comme partout ailleurs, il y a eu et il y a des inégalités. La sagesse ou la science d'un tel juge n'étaient pas l'équivalence d'esprit ou l'insuffisance d'un tel autre. Un tel peut faire montre dans un certain domaine d'une perspicacité qu'il n'a guère dans un autre. La signature des jugements cités de préférence par les avocats n'est donc pas plus de poids que leur nombre. La qualité d'un jugement fait son autorité. Une décision dont le raisonnement est ferme et logique vaut une poignée de jugements superficiels ou obscurs. Le spectacle de deux avocats s'assurant des précédents contradictoires sous le regard d'un juge éperdu n'est guère édifiant.

Ceci nous amène au quatrième abus auquel cette méthode se prête. Beaucoup d'avocats arrivent en cour armés de jugements qu'ils ont tout au plus parcouru superficiellement ou dont ils n'ont lu que les résumés souvent incomplets ou inexacts qu'en donnent les rapports judiciaires. Il n'est pas rare qu'un magistrat, devant qui l'on brandit une décision censée faire autorité, découvre par la suite que ce jugement n'appuie nullement les prétentions du procureur et souvent même les repousse.

Les recueils de jurisprudence sont des accessoires précieux, mais il faut en user avec soin. Ils ne peuvent être substitués à la réflexion et à la préparation attentive qu'un avocat, même surmené, se doit d'accorder à ses causes. D'ailleurs, nos tribunaux, à l'opposé de leurs équivalents de la common law, ne sont liés par l'autorité d'aucun jugement antérieur de quelque cour que ce soit. Bien sûr, l'économie même de notre droit exige le respect des décisions des tribunaux supérieurs. Mais même cette sujétion a ses limites. Nos tribunaux serviront la cause de la justice en n'acceptant l'autorité des précédents qu'avec une vigilante prudence.

SHEARER LUMBER CO. LTD.
30 BOUL. STINSON, MTL.
(angle Côte-de-Liesse)

VOUS OFFRE PLUS DE 50 MODELES DE PORTES EXTERIEURES DE MARQUE UNIK

LIVRAISON RAPIDE

RI. 8-6161

BRUNET
DE COTE-DES-NEIGES

EST LE NOM QUI DOMINE DANS LA CREATION DES MONUMENTS

AUCUN AGENT

ECONOMISEZ LA COMMISSION

AVANT D'ACHETER

CONSULTEZ LA PLUS VIEILLE MAISON DU QUEBEC

Inscriptions, réparations et nettoyage

J. BRUNET Liée
angle Leclerc et Beine-Marie

Fondée en 1877

On prévoit que la Fédération de l'imprimerie va changer de nom

La Fédération des métiers de l'imprimerie du Canada (CTCC) prendra un nom plus approprié si les représentants des syndicats affiliés à cette fédération décident d'endorser deux résolutions qui seront soumises au congrès de cet organisme qui aura lieu en fin de semaine à Saint-Jean.

Le Syndicat des journalistes de Montréal affirme que les journalistes de la province constituent maintenant une force syndicale agissante au sein de la Fédération et qu'un changement de nom correspondrait mieux à l'évolution de la Fédération depuis quelques années. Ils suggèrent donc, dans une résolution qui sera soumise à l'étude des congressistes que la FMIC prenne désormais le nom de "Fédération de l'imprimerie et de l'information du Canada".

Changement

De son côté, l'exécutif de la Fédération des métiers de l'imprimerie du Canada présentera une résolution similaire en proposant que la FMIC prenne, à compter du 28 mai 1960, le nom de "Fédération canadienne de l'imprimerie et de l'information du Canada".

Plusieurs autres résolutions d'ordre professionnel retiendront également l'attention des délégués des syndicats affiliés à la Fédération qui se réuniront en congrès les 27 et 28 mai au Centre catholique de St-Jean, à St-Jean.

Le congrès s'ouvrira sous la présidence de M. Roland Thibodeau, à 2h, vendredi après-midi, pour se poursuivre toute la journée de vendredi et de samedi jusqu'à l'épuisement de l'ordre du jour.

Outre plusieurs résolutions visant à amender la constitution de la Fédération, les congressistes étudieront également plusieurs résolutions d'ordre professionnel.

L'apprentissage

Faisant écho aux nombreuses critiques dirigées contre le système d'apprentissage actuel, l'exécutif de la Fédération apporte une résolution priant le gouvernement provincial d'amender la loi de l'aide à l'apprentissage en celui de "loi relative à la formation professionnelle".

La résolution demande encore que les organisations syndicales

L'eau d'EVIAN
est célèbre pour ses ressources thérapeutiques

Sa légèreté, sa diffusibilité et son pouvoir diurétique remarquable la rendent très recommandable dans les cas de:

- AFFECTIONS RENALES
- MALADIES DES VOIES URINAIRES
- MALADIES DE LA NUTRITION ET DU FOIE
- ETATS SPASMODIQUES
- DIETETIQUE OBSTACULAIRE
- DIETETIQUE OBSTACULAIRE

buvez l'eau d'EVIAN

SOURCE CACHAT
Un produit de France

"La plus forte vente mondiale"

En vente chez votre pharmacien

ROBERT & FILS LTÉE
agents généraux pour le Canada
6685, rue Boyer, Mtl. - CR. 4-2548

LES ELECTIONS DANS LE NORD-OUEST QUEBECOIS

- III -

Une lutte intéressante entre MM. Turpin et Grimard

Par Pierre LAPORTE

Rouyn-Noranda. Porté à Québec sur l'immensitaire, de l'Union nationale, était député de province en 1948, il avait été réélu sans trop de vague duplessiste qui avait déferlé sur la ROUYN, 23 — De 1948 à 1956, M. Guy De difficultés en 1952.

Pourquoi fut-il défait en 1956? Il était resté le même homme dévoué et affable, mais cette fois il avait contre lui un adversaire qui, sans être un fou d'éloquence ou un jeune premier pétillant d'activité, était un homme profondément aimé et respecté de toute la population.

C'est M. Edgar Turpin. Citoyen de Rouyn, c'est dans cette ville qu'il a pris la majorité qui l'a fait élire en 1956. Dans Noranda et dans les paroisses rurales du comté, — il y en a une douzaine environ, — M. Turpin est arrivé nez à nez avec le candidat de l'Union nationale. Dans Rouyn il eut une majorité de 1.100 voix.

Le côté décevant de la candidature de M. Turpin, — pour l'Union nationale évidemment, — c'est qu'on ne peut rien dire contre lui. Non seulement il est un homme parfaitement intègre, intéressé à toutes les œuvres, charitable, mais il a toujours eu une vie assez humble, assez effacée pour ne pas éveiller autour de lui la jalousie et les inimitiés que suscitent trop souvent les hommes qui s'affichent aux premiers rangs.

Un citoyen du comté, — membre reconnu de l'Union nationale, — me déclarait il y a quelques mois que M. Turpin était certainement, à cause de ses nombreuses qualités personnelles, — un des plus puissants candidats du parti libéral. "Nous ne savons vraiment pas

par où l'attaquer," nous a-t-il dit.

M. Turpin reste, en 1960 comme en 1956, un candidat de qualité. Quatre années à Québec n'ont pas, au contraire, entamé la bonne réputation dont il jouit universellement dans Rouyn-Noranda.

Le candidat UN

Cette fois-ci c'est Me Normand Grimard, — ex-procureur de la Couronne dans Abitibi-Ouest, — qui lui fait la lutte. Il a la réputation d'être un touche-à-tout dans le comté. Son activité est presque sans limites. Il n'est pas un club social, pas une société, pas un groupement civique qui n'ait fait appel à ses talents d'organisateur.

M. Grimard, nous a-t-on dit dans le comté, est un fort candidat. Il a le handicap d'avoir plus d'une fois fait des jaloux autour de lui. Certains partisans de l'Union nationale lui pardonnent difficilement d'avoir été "l'enfant gâté" de feu Maurice Duplessis. L'ancien premier ministre lui avait même dit qu'il était "le plus brillant de sa génération".

Il ne fait pas de doute que Me Grimard est un homme intelligent, un excellent orateur et un bon organisateur. Il a autour de lui une équipe jeune et dynamique. Son publiciste, M. Chartrand, est un professionnel de la télévision. L'une des émissions que nous avons vues au poste de Rouyn était mar-

quée au coin du bon goût et de l'efficacité.

Les ouvriers

Le comté de Rouyn-Noranda est habité surtout par des ouvriers. La majorité d'entre eux travaillent dans l'une des trois mines qui alimentent presque toute l'économie de la région. Ces ouvriers ont, à deux reprises déjà, refusé de voter pour le PSD; en 1952 et en 1956 ils n'ont accordé qu'une poignée de votes d'abord à Mme Thérèse Casgrain, puis à M. Jean Robert Ouellet. En 1944, toutefois, ils avaient élu le seul député CCF qui ait jamais siégé au Parlement de Québec.

Comment voteront les ouvriers cette année? Ils ne semblent guère favorables à l'Union nationale. Un vote de paille, pris il y a quelques jours dans une mine importante, aurait donné une majorité écrasante au parti libéral.

Par contre il est probable que le candidat de l'Union nationale sera plus fort dans les paroisses rurales et dans Noranda, ville un tantinet plus bourgeoise que Rouyn.

Résumons: nous assisterons, dans Rouyn-Noranda, à l'une des luttes les plus serrées de toute la province. Bien imprudent qui oserait faire des prédictions quant au résultat dans cette circonscription.

(Suite à la page 6)



AVIS

REVISION DES LISTES ELECTORALES

ÉLECTEURS ET ÉLECTRICES DE L'ÎLE DE MONTREAL

Vous devez déposer vos demandes en inscription, en radiation ou en correction à l'un des endroits suivants: (le plus près de votre domicile)

BUREAUX OUVERTS LES 24, 25, 26, 27, 28 et 30 MAI, 1960

8 heures a.m. à 10 heures p.m.

Pour le district électoral de:

BOURGNET

a) 8235, 10e Ave. Cité de St-Michel
2051, rue Bélair, Cité de St-Michel
11638, rue l'Archevêque, Montréal-Nord
3151, Boul. Lacombe, Montréal
2875, rue Desormeaux, Montréal

b) ou au bureau du Président d'Élection.

JACQUES-CARTIER

a) 1160, rue Clément, Ville St-Laurent
633, rue Buchanan, Ville St-Laurent
215, 48e Ave. Lachine
266, 10e Ave. Lachine
719, 4e Ave. Lachine
146, rue Stirling, Ville Lasalle
120, 65e Ave. Ville Lasalle

b) ou au bureau du Président d'Élection.

LAVAL

a) 579 est, rue Fleury, Montréal
2229 est, Boul. Gouin, Montréal
10741, rue St-Denis, Montréal
10770, rue Tolbiac, Montréal
7119, Ouest, Boul. Gouin, Montréal
8503, rue Lajeunesse, Montréal
3470, rue St-Urbain, Montréal

b) ou au bureau du Président d'Élection.

MAISONNEUVE

a) 2735, rue Langellier, App. 1, Montréal
2625, rue Lacordaire, Montréal
3420, rue Hochelaga, Montréal

b) ou au bureau du Président d'Élection.

MONTREAL - JEANNE-MANCE

a) 6293, rue Christophe-Colomb, Montréal
1491, rue Everett, Montréal
6435, 11e Ave. Rosemont, Montréal
6766, 12e Ave. Rosemont, Montréal

b) ou au bureau du Président d'Élection.

MONTREAL - LAURIER

a) 7452, rue Châteaubriand, Mtl
6336, rue Châteaubriand, Mtl

b) ou au bureau du Président d'Élection.

MONTREAL - MERCIER

a) 3057, rue Boyer, Montréal
4320, rue Fullum, Montréal

b) ou au bureau du Président d'Élection.

MONTREAL - NOTRE-DAME-DE-GRACE

a) 68, Westminister Ave. Montréal-Ouest
5637, Westminister Ave Nord, Côte St-Luc
1028, Addison Ave. Montréal
4410, Oxford Ave. Montréal

b) ou au bureau du Président d'Élection.

MONTREAL - OUTREMONT

a) 623 Ave. Bloomfield, Outremont
637, Ave. Querbes, App. 4, Outremont
69, Ave. Beillevue, Outremont
160 Ave. Appin, Ville Mont-Royal

b) ou au bureau du Président d'Élection.

MONTREAL - SAINT-ANNE

a) 3547, rue Durocher, App. 1, Montréal
b) ou au bureau du Président d'Élection

MONTREAL - SAINT-MARIE

a) 1501, rue Plessis, Montréal
4622, rue Bordesaux, Montréal

b) ou au bureau du Président d'Élection.

MONTREAL - SAINT-HENRI

a) 3845, rue Laurendeau, Montréal
2822, rue Allard, Montréal

b) ou au bureau du Président d'Élection.

MONTREAL - SAINT-JACQUES

a) 3955, rue St-André, Montréal
b) ou au bureau du Président d'Élection

MONTREAL - SAINT-LOUIS

a) 4372, rue Esplanade, Montréal
5480, rue Casgrain, Montréal

b) ou au bureau du Président d'Élection.

MONTREAL - VERDUN

a) 3426, Ave. Verdun, Verdun
4068, rue Edna, Verdun

b) ou au bureau du Président d'Élection.

WESTMOUNT - SAINT-GEORGES

a) 4626 Ouest, rue Sherbrooke, Westmount
2211 Ouest, rue Dorchester, Montréal

b) ou au bureau du Président d'Élection.

N.B. — Tout électeur peut demander l'inscription de son nom sur la liste électorale de même que celui de ses proches parents domiciliés dans le même district électoral. "L'identité de cet électeur doit être attestée sous serment par au moins un témoin ayant la qualité d'électeur dans le même district électoral"

Publiée par le président général des élections

AVIS

REVISION DES LISTES ELECTORALES

ELECTEURS et ELECTRICES

DISTRICT ELECTORAL DE CHAMBLY

Vous devez déposer vos demandes en inscription en radiation ou en correction à l'un des endroits suivants: (le plus près de votre domicile)

Bureaux ouverts les 24, 25, 26, 27, 28 et 30 mai 1960 de 8 hrs A.M. à 10 hrs P.M.

CITE JACQUES-CARTIER: 181, rue Martin, 2230, chemin Du Tremblay, 210, rue Rouville, 2355, rue Ste-Hélène, 2383, chemin Chamblay, 1314, chemin Chamblay, 202, rue St-Denis, 501, Montée St-Hubert, 80, rue St-Louis, 1786, rue King, 763, rue, Ste-Hélène.

CITE ST-LAMBERT: 202, rue St-Denis, 501, Montée St-Hubert, 80, rue St-Louis, 1786, rue King, 763, rue, Ste-Hélène.

VILLE ST-HUBERT: 202, rue St-Denis, 501, Montée St-Hubert, 80, rue St-Louis, 1786, rue King, 763, rue, Ste-Hélène.

VILLE LEMOYNE: 202, rue St-Denis, 501, Montée St-Hubert, 80, rue St-Louis, 1786, rue King, 763, rue, Ste-Hélène.

CITE LAFLECHE: 202, rue St-Denis, 501, Montée St-Hubert, 80, rue St-Louis, 1786, rue King, 763, rue, Ste-Hélène.

VILLE MONTREAL-SUD: 202, rue St-Denis, 501, Montée St-Hubert, 80, rue St-Louis, 1786, rue King, 763, rue, Ste-Hélène.

ou au bureau du Président d'Élection: 206, rue Labonté, Longueuil

N.B. — Tout électeur peut demander l'inscription de son nom sur la liste électorale de même que celui de ses proches parents domiciliés dans le même district électoral.

Publié par Marc Lamarre, président des élections du comté de Chamblay.

Une enquête...

(Suite de la 1ère page)

"Je crois que, quand les choses vont mal, l'administration est tenue d'en rendre compte tout comme elle accepte le crédit de ce qui se produit quand elles vont bien", a répondu M. Javits. "C'est tout simplement un concours de circonstances malheureuses et de confusions inhérentes au fait que nous n'avons pas un patron unique pour mener la barque tout en sachant tout, en faisant tout, en ordonnant tout et en tenant toutes les rênes de l'administration d'une seule main."

Vendredi, M. Henry M. Jackson, démocrate de Washington, qui est président du sous-comité d'étude des rouages politiques, dont M. Javits fait partie, avait annoncé que son organisme procéderait à une enquête à huis clos sur l'enquête d'espionnage de l'aviation U-2, "puisque cet incident se rattache directement à la façon dont les décisions sont prises aux échelons supérieurs du gouvernement".

Les déclarations de M. Fulbright, au cours d'une conférence de presse, sont survenues parmi un barrage de critiques concernant l'incident du U-2 et l'échec de la conférence de Paris.

Certains républicains affirment qu'on ne doit pas mêler les grandes questions politiques du sommet à la campagne électorale.

Les démocrates déclarent de leur côté qu'on ne doit pas renvoyer à ceux qui critiquent le comportement de l'administration de détruire l'unité nationale.

Ike sera-t-il...

(Suite de la 1ère page)

pénètre de force dans la résidence du premier ministre, M. Kishi, mais le premier ministre a refusé de le voir.

Au cours d'une assemblée spéciale samedi, le parti socialiste a décidé de lancer une campagne de dénonciation d'une durée d'un mois, dans le but de forcer le gouvernement Kishi à démissionner.

Les journaux japonais, de leur côté, ont été presque unanimes à exiger la démission du gouvernement à cause de la façon dont le traité de sécurité avait été approuvé par la Chambre.

Plus de 500 policiers avaient été appelés vendredi à chasser un groupe de socialistes qui avaient entrepris une manifestation sur le tas dans les corridors de la Diète.

Après que les socialistes eurent été chassés de la place, le parti démocrate libéral a donné l'approbation nécessaire à la mesure pour que sa ratification finale ait lieu avant la visite de M. Eisenhower le 19 juin.

Entretiens, un conseil national s'est opposé au traité de sécurité d'organiser la tenue de manifestations et de grèves

M. Nixon...

(Suite de la 1ère page)

tenaient d'apprécier la décision du premier ministre Khroutchev de reporter à six ou huit mois la conférence au sommet et la signature d'un traité de paix séparé avec l'Allemagne de l'est, alors que les États-Unis auront un nouveau président.

Le journal a fustigé M. Nixon pour avoir déclaré, dimanche dernier à la télévision, qu'il était au courant des vols d'espionnage de l'aviation U-2 et qu'il les avait autorisés.

"Richard Nixon, patron de l'espionnage et de la diversion, ennemi déclaré de la paix, est la personnification de l'audace et du caractère aventureux des milieux agressifs des États-Unis", disait-on dans la Pravda.

Le journal reproche aussi à Nixon de "piétiner" la loi internationale pour conclure: "Richard Nixon n'est pas un homme politique; c'est l'émis-saire des grands monopoles..."

Une lutte...

(Suite de la page 5)

Témiscamingue

Le comté de Témiscamingue est surtout peuplé par des colons et par des cultivateurs. Le candidat libéral, M. G. Théberge, un homme encore jeune, tonne surtout sur la misère des colons et sur l'abandon dont ils ont été victimes de la part du gouvernement provincial et de son candidat dans Témiscamingue, M. André Larouche.

Ce dernier l'avait emporté par un peu plus de cent voix de majorité en 1956 contre le député libéral sortant de charge, M. P.-E. Goulet.

M. Larouche parle des "occurences de l'Union nationale", des nombreuses lois agricoles votées par son parti au cours de la dernière session.

Les échos de cette lutte parviennent difficilement à Rouyn, car le Témiscamingue est le plus éloigné des quatre comtés de cette région. C'est un peu un monde à part.

L'opinion générale veut que M. Larouche l'emporte de nouveau cette année.

Pour l'ensemble du Nord-Ouest la lutte sera vive et intéressante. Dans le dernier Parlement l'Union nationale détenait deux des quatre comtés, et les libéraux, les deux autres. Cette année tout peut arriver dans ce secteur imprévisible. Les électeurs ont plus d'une fois prouvé qu'ils avaient de la personnalité et de l'indépendance d'esprit.

faut pour exiger la dissolution de la Diète. Cette mesure empêcherait la ratification du pacte par la Chambre haute, qui est à la discrétion de M. Kishi.

L'U. N. a cédé...

(Suite de la page 3)

te n'a plus de voix, ne dirige plus. Pourtant, dans la société comme dans l'individu, c'est la tête qui doit diriger non les pieds.

En parlant ainsi, dit M. Lesage, M. Rivard n'insulte pas seulement les ouvriers, mais il insulte également son chef, M. Barrette qui est devenu, par la force des choses, le chef de son parti et le premier ministre de la province. Ce serait donc dire que selon M. Rivard, l'Union nationale et la province sont dirigées par les pieds.

Pour ma part, a dit M. Lesage, j'ai plus d'estime pour M. Barrette que pour M. Rivard. M. Rivard n'est ni lui-même et je reconnais que les travailleurs tout comme les avocats, les médecins, les cultivateurs doivent être considérés selon leur valeur, leur capacité, leurs talents, leur travail.

M. Lesage a ensuite expliqué quelques-uns des articles du programme du parti libéral: hausse des pensions aux vieillards et aux invalides, allocations familiales aux étudiants de 16 à 18 ans, l'assurance-santé, la transformation de nos ressources naturelles dans le Québec pour assainir l'économie de la province et faire disparaître le chômage, etc.

Nous voulons que la province ait un système de sécurité sociale dont elle soit fière, non une sécurité sociale "châssée". Parlant sur ce sujet, M. Lesage a produit un chèque de \$19 remis à Mme Léo Meserve, de Montmagny, par M. Rivard, le 18 mai dernier. Il a demandé s'il s'agissait de la "sécurité sociale clandestine" que favorise l'Union nationale.

M. Auguste Choquette, fils de l'ancien député Fernand Choquette, de même que M. André Rousseau, ont également adressé la parole.

L'enseignement...

(Suite de la page 3)

vue de constituer un fonds pour le Musée d'Art du Séminaire.

Pour la construction elle-même des nouveaux édifices le gouvernement a accordé des subventions s'élevant à \$850,000.

S. E. Mgr Joseph-Arthur Papi-ni, évêque de Joliette, a présidé la bénédiction de la pierre angulaire.

Fin du congrès...

(Suite de la page 3)

C'est par ces mots que M. Lucien Tremblay a terminé son allocution, prononcée au banquet qui a clôturé le dixième congrès annuel de la Corporation des maîtres-électriciens, samedi soir.

M. Tremblay a souligné le rôle important du maître-électricien et a déclaré: "Je vous demande de continuer à étudier et à vous perfectionner. Soyez compétents et honnêtes. Servez bien vos clients et ils vous le rendront au centuple."

Seulement le tiers du moule, rempli de sable, sauf pour la partie vide qui affectait la forme du moule broyeur, était visible. Il avait fallu creuser sous le plancher de l'usine afin d'y déposer le moule de plus de 12 pieds de hauteur. Deux fois de plus, le moule a été rempli de 30,000 livres de métal, samedi matin, afin que Shawinigan Water and Power puisse fournir toute l'énergie requise. La coulée du métal ne pouvait prendre plus d'une minute.

Il fallait avoir recours à deux poches de coulées et à deux grues. Comme les deux poches de coulée ne pouvaient en même temps être approchées du moule à une distance convenable, l'on a imaginé de déverser directement le métal de l'une, tandis que celui contenu dans l'autre empruntait un dalot long de six à huit pieds. Ainsi, 10,000 livres de métal en fusion ont rejoint dans le moule les 20,000 qui y étaient déjà. Cette opération minutée à la seconde s'accomplissait sous une pluie d'étincelles avec un fort dégagement de chaleur. La contraction du métal dans le moule est ponctuée de retentissantes explosions qui ont parfois couvert la voix du premier ministre.

Le démoulage s'est fait cinq heures après la coulée. L'énorme pièce sera transportée par camion jusqu'à l'usine de Lachine, de Canada. Elle sera livrée, mais, auparavant, elle subit divers procédés: l'élevage à une température de 2000° F. pendant huit heures, puis, celui de la trempe, en position horizontale dans une immense cuve d'eau.

Négliger les infections de l'oreille durant l'enfance peut occasionner de la surdité dans l'âge adulte. Des soins médicaux prompts peuvent enrayer l'infection et protéger contre la perte de l'ouïe plus tard.

Les vols outre-mer d'avions nolisés vont augmenter

OTTAWA — Une forte augmentation des vols organisés du Canada vers les pays d'outre-mer est prévue, maintenant que la Commission du transport aérien a décidé de changer les règlements qui ont trait à la réduction des tarifs, dans les conditions indiquées ci-dessous.

BOAC a entrepris l'organisation de 57 groupes qui voleront de Toronto en Grande-Bretagne à tarif réduit. Ainsi, les départs du Canada pourront concurrencer les départs américains.

BOAC dans ce cas faisait partie des groupes de voyageurs de Buffalo, afin d'être bénéficiaire d'un tarif moindre. Il faut qu'un groupement ait plus de six mois d'existence pour avoir le privilège de patronner une envolée par groupe: tous les voyageurs doivent habiter la même ville, avoir d'autres intérêts communs que ceux du voyage. Ils doivent partir et revenir ensemble.

Mais, ceux qui se dirigent vers un congrès, un but bien défini, peuvent également s'organiser en groupe.

Dès que la neige a disparu des rues et des grandes routes, les cyclistes font leur apparition. Les cyclistes, cependant, doivent se rappeler que les règlements de la circulation sont faits pour eux aussi bien que pour l'automobiliste.

Une industrie...

(Suite de la 1ère page)

M. Barrette a rendu hommage à M. Jules Timmins qui se tenait à ses côtés, l'un des hommes d'affaires les plus en vue du monde minier au Canada, vice-président de Iron Ore Co. Le premier ministre a rappelé qu'en 1945 il se rendait au Nouveau-Brunswick en compagnie de M. Timmins et de feu l'hon. Maurice Duplessis. Tout y était à faire à cette époque déjà lointaine et il ne s'agissait que d'explorations. C'est grâce à une vie entière consacrée à l'essor minier par M. Timmins, si l'exploitation d'une gigantesque industrie minière du fer a pu s'établir, s'appuyant sur "la vision, l'énergie" de ces pionniers.

M. Barrette a félicité tous les responsables d'un remarquable succès de la technique canadienne. Il avait interrompu sa campagne électorale pour en être témoin. Le premier ministre a remarqué qu'il était très heureux de se trouver en présence d'anciens compagnons de travail.

M. P.-H. Desrosiers, vice-président de Joliette Steel, filiale de Dominion Brake Shoe Co., s'est fait le porte-parole de cette entreprise.

Il en a tracé les progrès, puisque M. Desrosiers, né à Joliette, devenait gérant en 1924, de la fonderie fondée en 1913 et qui fabriquait pour la première fois au Canada de l'acier au manganèse, en 1926. Joliette Steel vient de compléter la modernisation de ses usines au coût de \$2,000,000.

M. Desrosiers a exprimé l'espoir que de plus en plus, le minerai de fer de l'Ungava sera transformé en acier, coulé et usiné au Canada et en particulier à Joliette.

Magnifique réussite

De nombreux problèmes ont été résolus, avant d'entreprendre samedi dernier, la coulée du manteau géant d'acier au manganèse, à Joliette. L'acier, la pièce principale d'un broyeur de minerai, le plus gros au Canada, qui mesurera plus de 30 pieds de hauteur et pèsera plus de 400 tonnes; des blocs de minerai d'un poids de quatre tonnes seront réduits en poussière par ce broyeur.

Il sera actionné par un moteur électrique à courant continu, de 700 chevaux. L'acier au manganèse possède la qualité de se durcir sous les chocs répétés. Le manteau broyeur, en forme de cloche, tourne sur lui-même dans le concasseur; le minerai est broyé entre la paroi extérieure du manteau et la paroi intérieure du concasseur. Plus de 3,000 tonnes de minerai seront traitées à l'heure.

Seulement le tiers du moule, rempli de sable, sauf pour la partie vide qui affectait la forme du moule broyeur, était visible. Il avait fallu creuser sous le plancher de l'usine afin d'y déposer le moule de plus de 12 pieds de hauteur. Deux fois de plus, le moule a été rempli de 30,000 livres de métal, samedi matin, afin que Shawinigan Water and Power puisse fournir toute l'énergie requise. La coulée du métal ne pouvait prendre plus d'une minute.

Il fallait avoir recours à deux poches de coulées et à deux grues. Comme les deux poches de coulée ne pouvaient en même temps être approchées du moule à une distance convenable, l'on a imaginé de déverser directement le métal de l'une, tandis que celui contenu dans l'autre empruntait un dalot long de six à huit pieds. Ainsi, 10,000 livres de métal en fusion ont rejoint dans le moule les 20,000 qui y étaient déjà. Cette opération minutée à la seconde s'accomplissait sous une pluie d'étincelles avec un fort dégagement de chaleur. La contraction du métal dans le moule est ponctuée de retentissantes explosions qui ont parfois couvert la voix du premier ministre.

Le démoulage s'est fait cinq heures après la coulée. L'énorme pièce sera transportée par camion jusqu'à l'usine de Lachine, de Canada. Elle sera livrée, mais, auparavant, elle subit divers procédés: l'élevage à une température de 2000° F. pendant huit heures, puis, celui de la trempe, en position horizontale dans une immense cuve d'eau.

Négliger les infections de l'oreille durant l'enfance peut occasionner de la surdité dans l'âge adulte. Des soins médicaux prompts peuvent enrayer l'infection et protéger contre la perte de l'ouïe plus tard.

Les vols outre-mer d'avions nolisés vont augmenter

OTTAWA — Une forte augmentation des vols organisés du Canada vers les pays d'outre-mer est prévue, maintenant que la Commission du transport aérien a décidé de changer les règlements qui ont trait à la réduction des tarifs, dans les conditions indiquées ci-dessous.

BOAC a entrepris l'organisation de 57 groupes qui voleront de Toronto en Grande-Bretagne à tarif réduit. Ainsi, les départs du Canada pourront concurrencer les départs américains.

BOAC dans ce cas faisait partie des groupes de voyageurs de Buffalo, afin d'être bénéficiaire d'un tarif moindre. Il faut qu'un groupement ait plus de six mois d'existence pour avoir le privilège de patronner une envolée par groupe: tous les voyageurs doivent habiter la même ville, avoir d'autres intérêts communs que ceux du voyage. Ils doivent partir et revenir ensemble.

Mais, ceux qui se dirigent vers un congrès, un but bien défini, peuvent également s'organiser en groupe.

Dès que la neige a disparu des rues et des grandes routes, les cyclistes font leur apparition. Les cyclistes, cependant, doivent se rappeler que les règlements de la circulation sont faits pour eux aussi bien que pour l'automobiliste.

Le plus grand...

(Suite de la 1ère page)

Johnny Bourque, qui a sans doute oublié son catéchisme. Il a alors cité les réponses que faisait M. Bourque à l'interrogatoire que lui a fait subir le procureur du "DEVOIR" dans la cause qui fut instruite à Sherbrooke. M. Bourque a alors répondu qu'il croyait qu'un ministre pouvait acheter des actions de sociétés d'utilité publique et même de société de la Couronne.

Pourtant, s'il est un ministre qui devait connaître tout l'affaire, c'est bien M. Bourque puisqu'il était alors le ministre des terres et forêts, et il avait sous sa juridiction l'Hydro-Québec. Cependant M. Bourque, toujours aux commandes du procureur du "DEVOIR" répondait qu'il n'avait jamais entendu parler de ces transactions, qu'il n'en avait pris connaissance que lorsque le projet de loi fut soumis à l'Assemblée législative. Dans ce cas, ajoute M. Lesage, il s'agit d'un ministre incompétent, qui ignore ce qui se passe dans son ministère et au sein du gouvernement.

"La femme de César doit être au-dessus de tout soupçon", a dit M. Lesage. "Comme chef de parti et du prochain gouvernement, mes ministres seront comme la femme de César".

"S'ils se trouvent placés dans la situation d'avoir à choisir entre leur devoir envers la population et leur intérêt personnel, ils choisiront le sort qui est réservé au gouvernement de l'Ontario et celui de la Colombie-Britannique aux ministres qui ont trempé dans des transactions louches. Ils ont été forcés de démissionner."

L'affaire du gaz naturel est sans doute un sujet que M. Barrette ne veut pas discuter en public avec moi en assemblée contradictoire, a dit M. Lesage, qui a alors fait la déclaration que nous publions dans une autre colonne.

M. Lesage a ensuite parlé du programme du parti libéral de la gratuité de l'éducation, de l'assurance-hospitalisation, de la transformation dans le Québec de nos ressources naturelles, d'un plan directeur de voirie. Il a promis que la route Montréal - Sherbrooke recevra la priorité dans ce plan directeur de voirie.

Décès à St-Boniface de Mgr Antoine d'Eschambault

Saint-Boniface — Mgr Antoine d'Eschambault, président de la Commission des sites et monuments historiques du Canada, est décédé, dans un hôpital de Saint-Boniface, au Manitoba, à la suite d'une longue maladie. Originaire de Letellier, dans le sud du Manitoba, Mgr d'Eschambault a occupé plusieurs postes importants, depuis 1924, dans le diocèse de Saint-Boniface et il était avantageusement connu comme historien.

Mgr d'Eschambault s'était vivement intéressé à l'établissement d'un poste de radio de langue française au Manitoba. Depuis la fondation du poste CKSB, en 1944, il dirigeait le secrétariat de l'entreprise.

Président de la Société historique de Saint-Boniface depuis 1927, il était devenu président de la Commission des sites et monuments historiques du Canada en 1958. Il était membre de la Société royale du Canada depuis 1955.

L'Université de Montréal lui a décerné un doctorat honorifique en lettres en 1948. Fils d'un médecin de la vallée de la rivière Rouge, Mgr d'Eschambault a fait ses études au collège de Saint-Boniface jusqu'en 1917, avant de les poursuivre à l'Université Laval. En 1921, il décrochait un doctorat en théologie et était ordonné prêtre le 10 juillet de l'année suivante, en la cathédrale de Saint-Boniface, en même temps que son frère, M. l'abbé Alexandre d'Eschambault.

Mgr d'Eschambault s'est ensuite rendu à Rome en voyage d'études et il a séjourné pendant un an en Pologne dans le but d'y apprendre la langue polonaise. En 1924, il devenait secrétaire de l'archevêque de Saint-Boniface et dix ans plus tard, il était nommé chancelier du diocèse. En 1936, Mgr d'Eschambault a publié un livre dans lequel il condamnait la stérilisation.

Négliger les infections de l'oreille durant l'enfance peut occasionner de la surdité dans l'âge adulte. Des soins médicaux prompts peuvent enrayer l'infection et protéger contre la perte de l'ouïe plus tard.

Les vols outre-mer d'avions nolisés vont augmenter

OTTAWA — Une forte augmentation des vols organisés du Canada vers les pays d'outre-mer est prévue, maintenant que la Commission du transport aérien a décidé de changer les règlements qui ont trait à la réduction des tarifs, dans les conditions indiquées ci-dessous.

BOAC a entrepris l'organisation de 57 groupes qui voleront de Toronto en Grande-Bretagne à tarif réduit. Ainsi, les départs du Canada pourront concurrencer les départs américains.

BOAC dans ce cas faisait partie des groupes de voyageurs de Buffalo, afin d'être bénéficiaire d'un tarif moindre. Il faut qu'un groupement ait plus de six mois d'existence pour avoir le privilège de patronner une envolée par groupe: tous les voyageurs doivent habiter la même ville, avoir d'autres intérêts communs que ceux du voyage. Ils doivent partir et revenir ensemble.

Mais, ceux qui se dirigent vers un congrès, un but bien défini, peuvent également s'organiser en groupe.

Dès que la neige a disparu des rues et des grandes routes, les cyclistes font leur apparition. Les cyclistes, cependant, doivent se rappeler que les règlements de la circulation sont faits pour eux aussi bien que pour l'automobiliste.

Prix à 30 participants du concours de mathématiques du Québec

Au cours d'une cérémonie qui eut lieu vendredi le 20 mai, à l'Université de Montréal, 30 candidats au concours mathématique du Québec tenu le 7 mai dernier à travers toute la province ont reçu des prix en argent et des bourses d'études d'une valeur totale de \$2,350.00. Plus de 200 étudiants finissant des écoles secondaires et des belles-lettres classiques ont participé au concours organisé pour la deuxième année consécutive par la Société mathématique du Canada.

Arthur Greenspoon du Outremont High School s'est classé premier et a reçu un prix de \$100.00. Barry Levitt du Northmount High School s'est classé deuxième et a reçu un prix de \$50.00.

Les institutions qui ont présenté des candidats furent groupées en 10 districts et des prix ont été octroyés aux deux meilleurs candidats de chaque district.

La cérémonie de la remise des prix et des bourses était présidée par le professeur Maurice L'Abbe, directeur du département de mathématiques de l'Université de Montréal.

Cent cinquante-cinq (155) instituteurs ont envoyé des candidats dont 103 institutions de langue française et 52 de langue anglaise. Parmi ces institutions, 89 étaient situées en dehors de Montréal.

"Ce concours de mathématiques a été institué, a déclaré le professeur L'Abbe, dans un double but: d'une part, pour favoriser l'enseignement des mathématiques au niveau secondaire et, d'autre part, pour encourager les jeunes qui sont doués pour les mathématiques. Il existe actuellement dans notre société une carence sérieuse de personnes possédant une formation mathématique sûre. Parce que les mathématiques sont un domaine du savoir qui exige une grande habileté intellectuelle, il est essentiel que le plus grand nombre possible de jeunes soient encouragés à les cultiver. Cela est d'une importance vitale pour l'avenir du pays."

Voici la liste des gagnants: PREMIER PRIX — \$100.00 Arthur Greenspoon, Outremont High School, Montréal.

DEUXIEME PRIX — \$50.00 Barry Levitt, Northmount High School, Montréal.

BOURSES D'ETUDES, SUN LIFE — \$250.00 CHACUNE Arthur Greenspoon, Outremont High School, Montréal; Barry Levitt, Northmount High School, Montréal; Thomas Nagylaki, Outremont High School, Montréal; Jerry Pill, High School of Montreal, Montréal; William Byers, Outremont High School, Montréal; François Lorrain, collège Saint-Viateur, Montréal.

PRIX DE DISTRICTS ET PRIX PROVINCIAUX — \$25.00 chacun. Robert Anderson, Monkland High School, Montréal; William Byers, Outremont High School, Montréal; Serge Chevalier, école secondaire Le Plateau, Montréal; Keith Dannacker, St. Laurent High School, Montréal; An-

Cinq postes privés de TV veulent se grouper en un réseau national

TORONTO — Cinq nouveaux postes privés de télévision ont décidé hier de mettre sur pied un comité de liaison qui étudierait la possibilité de former un nouveau réseau de télévision en concurrence avec Radio-Canada.

Le comité étudiera les problèmes communs relatifs à la production de programmes canadiens, le processus de l'échange des programmes entre postes membres et les possibilités d'exportation.

Les cinq postes ont également décidé de s'informer auprès du Bureau des gouverneurs de la radiodiffusion pour obtenir des précisions sur la position de ce dernier devant la création d'un deuxième réseau de télévision. Les postes représentés à la réunion étaient: CFCF-TV, de Montréal; CHANTV, de Vancouver; CJAY-TV, de Winnipeg; CFTO-TV de Toronto, et CFTM-TV de Montréal. Ce dernier poste diffusera, comme on le sait, en langue française.

NETTOYAGE

ENTREPOSAGE

Service de 3 heures

VI. 4-1158 — VI. 4-3619

VI. 4-1158 — VI. 4-3619

Petites annonces du "Devoir"

ASSURANCES - AUTO

12 versements, sans intérêt, Tél. LA. 6-5538, soir. 7-2327. J.N.O.

ATELIER DE MECANIQUE

45 ans

Lefebvre Frères Limitée

l'atelier mécanique connu

existait et continuera

UN. 1-7471

A VENDRE

Lit de camp presque neuf, bonnes conditions. S'adresser à LA. 2-4195. J.N.O.

OUTREMONT, cottage 9 pièces, sous-sol, semi-fini, garage, jardin, site infatigable. CR. 4-9227. 10-6-60

A Cartierville, cottage, 6 pièces, près école, magasin, gare C.N.R. \$15,000. Hypothèque \$6,000 à 4 1/2%, balance à discuter. 12399 Dion, RI. 7-4662. 24-3-60

PROPRIETE A VENDRE

BRUCHESI — 9280, près Charland, 2-1/2, neuf, semi-détaché, garage, système cave, Prix: \$18,000. Comptant \$3,000. Constructeur CR. 9-0403. 10-6-60

ROSSUET — 3385, au nord de Sherbrooke, 1-6, 2-3, neuf, semi-détaché, garage, système cave, prix: \$18,000. Comptant \$3,000. Constructeur CR. 9-0403. 10-6-60

Règlement de pension pour les veuves de pompier

Le Conseil municipal lors de son assemblée statutaire de juin sera appelé à voter cinq règlements accordant des pensions aux veuves et aux enfants des cinq pompiers de Montréal qui ont perdu la vie dans un incendie survenu rue Mont-Royal, le 2 mars dernier.

Les pensions recommandées sont de \$100 par mois pour les veuves et s'élèveront de \$20 à \$50 par mois pour chaque enfant, selon l'âge.

Les victimes de cet incendie étaient les pompiers Henri Rochaud, Erban Souty, Eusebio Loiseau, Lionel Gariépy et Marius Lévesque.

Le Japon aura ses missiles télégués fabriqués chez lui

TOKYO. — Le Japon se propose d'équiper ses forces armées de missiles télégués fabriqués chez lui. Les recherches et essais de production sont en cours. Ceci aurait comme complément un système défensif semblable aux systèmes américains SAGE et BADGE. Les postes de radar japonais serviraient d'embryon pour ce système de défense.

Cependant la tâche du Japon serait facilitée s'il pouvait, par l'intermédiaire des États-Unis, participer au programme de perfectionnement conjoint des armements des pays de l'OTAN.

Les recherches japonaises sur les missiles télégués ont commencé en 1954. En 1959 le budget national portait ses fonds de recherches à \$1,750,000 plus \$3,750,000 pour l'achat aux États-Unis de missiles à air "Sidewinder". En 1960 le Japon consacra \$7,400,000 à la construction d'un destroyer pourvu des dispositifs requis pour le lancement de missiles télégués.

M. Yoheu Kawakami, chef de la division des recherches et des perfectionnements militaires au ministère japonais de la défense, a déclaré que le Japon serait en mesure dans deux ou trois ans de fabriquer un missile télégué anti-char, comparable au "SS-10" français. Des recherches préliminaires se poursuivent aussi sur les missiles sol-sol dont les divisions d'infanterie devront être armées.

J.E. HAVEL, Ph.D. Ste-Dorothée, P.Q.

Lettre au "Devoir"...

(Suite de la page 4)

dont quelques-uns ne se privent pas. Mais tant qu'il n'existera pas à Ottawa de Conseil des nationalités dont l'action s'étendra à tout le royaume, représentant non pas les provinces, mais les grands groupes linguistiques indépendamment de leur lieu d'habitation, il faut que le national pour tous les Canadiens français la province de Québec.

J.E. HAVEL, Ph.D. Ste-Dorothée, P.Q.

Le meilleur Poulet au Canada

LIVRAISON GRATU

Les perspectives de l'industrie du papier-journal semblent intéressantes

POTINS FINANCIERS

Les Bourses de Londres, New-York, Montréal, Toronto et Paris étaient fermées comme d'habitude en fin de semaine, de même que les marchés de Chicago et de Winnipeg.

Les Bourses Canadiennes et de Montréal et de Toronto ont été fermées, à l'exception de la cote de la reine Victoria et de l'anniversaire de sa majesté la reine actuelle.

Il importe de surveiller attentivement, aujourd'hui, la tenue des ferroviaires à Wall Street, car tout affermissement de ce compartiment influerait sur l'ensemble de la liste mobilière, vu leur rôle de leader. Il va sans dire que toute hésitation serait mal vue.

Un groupe de professeurs d'universités canadiennes ont visité en fin de semaine les Bourses de Montréal et Canadienne. Nul doute qu'il en résultera une compréhension plus complète si possible, des rouages du marché mobilière, connaissances qu'ils seront ensuite en mesure de transmettre fort adéquatement aux étudiants. Nos jeunes se doivent certes, d'apprécier de plus en plus l'importance du commerce des valeurs mobilières, particulièrement à cette époque où c'est l'un des meilleurs moyens d'acquiescer des biens.

M. Charles M. Drury vient d'être élu vice-président de la Fondation Co. de Canada.

Royal Securities vient de publier ses états financiers. Le Canada Steamship, Imperial Oil et Du Pont of Canada.

Canadian Williston rapporte que 58 puits sont présentement en production sur ses propriétés.

Les chemins de fer du Canada ont, au cours des sept premiers jours de mai, chargé 76,165 wagons de marchandises payantes, contre 75,395 un an auparavant, ce qui a porté les chargements de la période du 1er janvier au 7 mai à 1,201,731, soit 0.8 p. 100 de moins que les 1,211,656 d'un an plus tôt.

M. Sarto Kirouac, C.G.A. élu président provincial



Lors de leur premier congrès provincial tenu récemment à l'hôtel Queen's, les membres de l'Association des comptables généraux licenciés de la province de Québec ont élu à l'unanimité comme président, monsieur Sarto Kirouac, B.A., L.S.C., et C.G.A. de Québec.

M. E. A. Hayhurst, de Montréal, a été nommé premier vice-président, M. Hugues Fontaine, de Québec, deuxième vice-président et M. J. G. Finnie, de Montréal, secrétaire-trésorier.

Les conseillers élus sont: M. G. Grondin, A. Gignac, R. Lortie de Québec, ainsi que MM. V. MacDonald, K. E. Rennie, C. A. Bachand, G. F. Carbay, W. Godbhere, de Montréal, et Marcel Tremblay, de Chicoutimi.

Monsieur Sarto Kirouac est aussi contrôleur de P. E. Poltras Inc., manufacturier d'enseignes de Québec.

Selon L. G. Beaubien Cie

Commentant l'industrie du papier-journal, le service d'études financières de L.G. Beaubien Cie, rapporte que les perspectives de cette industrie nous semblent intéressantes pour l'avenir à long terme et particulièrement favorables pour les deux ou trois prochaines années, par suite de l'utilisation complète des moyens de production actuels. En effet, on prévoit que, grâce à l'augmentation de la demande, cette industrie canadienne, qui a produit à 86.3% de sa capacité accrue dans les trois premiers mois de 1960 contre 79.2% dans la période correspondante de 1959, travaillera pratiquement à sa pleine capacité présente vers 1962. Une plus entière utilisation des moyens de production disponibles actuellement et le déclin des frais d'amortissement et des charges financières de plusieurs entreprises indiquent que les bénéfices des sociétés de ce groupe devraient enregistrer des progrès remarquables de 1960 à 1962 et 1963, même s'il y a une certaine hausse du coût de la main-d'œuvre. La baisse probable de la prime du dollar canadien sur le dollar américain, par rapport à 1959, aurait aussi un effet nettement favorable sur les résultats. En outre, il est possible que le prix du papier-journal soit augmenté lorsque la production approchera la pleine capacité.

Les perspectives pour les années suivantes présentent aussi de l'intérêt. Il est vrai que 80% du papier-journal canadien est exporté aux États-Unis et que

sa part de ce marché a passé de 79% en 1952 à 71% en 1959, par suite de l'augmentation rapide de la capacité de production dans ce pays, mais cet accroissement de la capacité de production n'a pratiquement pas augmenté en 1959 et n'augmentera guère en 1960. En outre, d'après l'American Newspaper Publishers Association, la consommation de papier-journal aux États-Unis atteindrait 8,600,000 tonnes en 1965, soit une augmentation de plus de 20% sur 1959, ce qui bénéficierait beaucoup aux papeteries canadiennes.

Les autres marchés sont prometteurs eux aussi pour l'avenir, par suite de l'amélioration prévue du niveau de vie et de la consommation dans le monde. Les exportations canadiennes de papier-journal en dehors des États-Unis ont plus que doublé depuis 1951 et ont augmenté de 6.7% en 1959 et de 22% dans le premier trimestre de 1960 par rapport à la période correspondante de 1959. Actuellement, l'on estime que la consommation annuelle de papier-journal per capita s'établit à environ 81 livres pour les États-Unis, 54 pour le Canada, 26 pour la France, 13 pour le Japon et une demi-livre pour l'Inde. Ces chiffres illustrent bien les possibilités de la demande future.

Avant de passer à un tableau plus complet, l'examen de quelques comparatifs sur les principaux fabricants de papier-journal au Canada.

	Abitibi	Paper	Powell	Price	St. Gr. Lk.
Augmentation approximative de la capacité de production du papier-journal de 1955 à 1960	26%	14%	101%	9%	131%
Utilisation en 1959	77%	83%	79%	80%	82%
Utilisation en 1960	77%	83%	79%	80%	82%
Bénéfice par action en 1959	\$2.55	\$2.55	\$1.25	\$1.24	\$1.48
Bénéfice par action en 1960	\$2.55	\$2.55	\$1.25	\$1.24	\$1.48
Bénéfice par action en 1959	\$2.55	\$2.55	\$1.25	\$1.24	\$1.48
Bénéfice par action en 1960	\$2.55	\$2.55	\$1.25	\$1.24	\$1.48
Dividende	\$1.70	\$2.00	\$0.75	\$0.75	\$1.00
Cours extrêmes de 1955 à date					
Bas	22 1/2	24 1/2	31 1/2	34 1/2	27 1/2
Haut	30	41	51	41 1/2	38 1/2
Cours au 11 mai 1960	27 1/2	36 1/2	41 1/2	36 1/2	31 1/2
Report sur bénéfice 1959	4.4%	4.9%	5.0%	4.8%	5.9%
Report sur bénéfice 1960	4.4%	4.9%	5.0%	4.8%	5.9%

Cette année, les frais d'amortissement de plusieurs sociétés ont commencé à diminuer et le prix de revient par tonne de papier a baissé par suite d'une plus entière utilisation des usines; la prime du dollar canadien sur le dollar américain a baissé depuis quelque temps. Chacun de ces facteurs est de nature à améliorer les profits. Ainsi, nous prévoyons en 1960 un progrès général.

Cours des grains

WINNIPEG. — La vente de petites quantités de lin et d'orge a été le point saillant de la séance hier à la Bourse des grains de Winnipeg.

Le marché présentait une allure régulière au milieu d'une activité modérée.

Le Royaume-Uni, la France et le Japon ont fait l'achat de petites quantités de lin. On signale également la vente d'un modeste volume d'orge au Royaume-Uni.

CHICAGO. — Le marché à terme a été passablement stable hier, mais a fait preuve d'une contenance tandis que l'avoine et le soja se sont quelque peu effrités.

Le blé et le seigle ont subi très peu de changement.

Fruits et légumes au Marché Bonsecours

Prix payés par les marchands de légumes au marché Bonsecours, hier. Ces prix sont fondés sur le service de l'horticulture, division de l'inspection, ministère provincial de l'Agriculture.

POMMES: Québec, McIntosh, belles, d'entreposés frigorifiques 3.00, "C" 1.75 - 2.00 le minot. Délicieuses ou Russet 3.50 - 4.00 le minot.

ASPERGES: Québec 22c la lb. ESCALOTES: 3.00 les 100 paquets.

LAITUE: Frisée, de couches 1.50, petite 1.00 à 2.00, Boston 1.75 - 2.00 la douz.

NAVETS: No 1, 1.50 - 1.75, no 2, 1.00 - 1.25, 50 lb.

OIGNONS: Jaunes, no 1, 1.75, no 2, 1.50, 50 lb. Petits oignons du printemps 35 - 40c la douz.

PATATES: No 1, 3.00 - 3.15 les 75 lb.

POIREAUX: Petits 25c, moyens 50 - 75c, gros 90 - 100c les 100 lb.

RADIS: De pleine terre, 65-75 la douz de pqs.

RHUBARBE: 35 - 50c la douz de pqs.

Bourse de Londres

La tension internationale influe encore sur les cours.

LONDRES. — La tension de la situation internationale a continué de restreindre le marché de la Bourse de Londres, hier, mais les valeurs industrielles ont bien bougé à la suite d'achats sélectifs.

Les valeurs de tout repos ont baissé de plus belle. Il y a eu un peu plus de gains que de pertes dans le marché des valeurs.

Les aurifères étaient tranquilles, et quelques sélections ont monté. Les pétroles ont subi une amélioration et les cuprifères étaient irréguliers.

Cours des changes

New-York	dollar	98 17/32
Angleterre	livre	2.7655
France	franc	.0210
Belgique	franc	.0198
Italie	lire	.001592
Espagne	peseta	.0165
Suisse	franc	.2281
Hollande	florin	.2614
Norvège	couronne	.1381
Danemark	couron.	.1426
Suède	couronne	.1905
Allemagne	DM	.2363
Tchécoslovaquie	co.	.1359
Mexique	peso	.0801
Venezuela	bolivar	.2965

Cours de l'or

LONDRES. — Cote de l'once d'or fin, en argent américain hier, sur le marché de l'or européen: \$35.091 à l'achat et \$35.101 à la vente. Prix de l'once de Troyes à la bourse londonienne des lingots: \$35.09 19/23, 250 shillings, 1 pence.

PARIS. — Le napoléon, ancienne pièce d'or française de 20 francs, était à \$32.25 l'ancien franc, sur le marché libre de l'or français. L'aigle, pièce d'or américaine de \$10, était à \$8.50.



M. Jean-Louis HENAU, le technicien en boucherie et en alimentation du Québec, qui dirigera le 31 mai, à l'école Meilleure, 2337, rue Fullum, une clinique sur la coupe et la présentation de la viande.

Succès au cours d'immeuble

Cinquante-trois personnes ont suivi avec succès l'examen de cours d'immeuble, section administration et financement, donné à l'Université de Montréal.

M. l'abbé Lambert Desautels, p.s.s., s'est classé premier avec 95 p.c. Voici le résultat complet de l'examen: Ont obtenu 100 p.c.: Marcel Lamontagne, Roger Deschamps, Gaston Gélinas, André Mondor; Ont obtenu 80 p.c. et plus: Adolphe Allard, M. Marcel Bessette, Roger Boileau, Roland Brosseau, Gisele Chagny, Homère Chantigny, France Deschamps, R. Desnoyers, Maurice Gagné, C. H. Gohier, Marcel Lamontagne, Fernand Lauron, André Meunier, Pierre A. Perrin, David Poissant, Léo Rheume, J. Aimé Rousseau; Ont obtenu 70 p.c. et plus: Michel Barbeau, M. Théodore Beausoleil, M. J. Jacques Belcourt, C. C. Bourbonnais, Romeo Boulanger, Guy Ch. Dufrane, Blanche Eva Gagnon, Maurice Geoffroy, Roland Gervais, Gerald-U. Guérin, Real Guérin, Maurice Hébert, Raymond Lanciault, Jean-Paul Larente, Henri Leclerc, Marie-Madeleine Leclerc, Roger Leduc, Jean Legault, Maurice Lord, Romeo Martineau, Gabriel Robert, André Pigeau, Rodolphe Proulx, Robert Provost, Richard Quevillon, Lucien Samson, Gilles Sauriol, Louis Talbot, Jacques Vanier.

Le cours d'immeuble se compose de quatre sections: la section générale qui est répétée au premier semestre de chaque année et trois sections spéciales: courtage, administration et financement, évaluation qui se donnent au cours du deuxième semestre sur un cycle de trois ans.

Ces cours sont donnés à l'université de Montréal sous la direction de Marcel M. Thérien, courtier et évaluateur, qui assure également la direction de l'Institut d'immeuble et d'urbanisme.

Les professeurs sont recrutés parmi les experts les plus réputés dans le domaine de l'immeuble à Montréal et le cours d'immeuble est donné par l'Extension de l'Enseignement de l'Université de Montréal depuis huit ans. Prés de mille élèves ont jusqu'ici suivi ce cours qui s'adresse à tous ceux que la question immobilière intéresse.

Bourse de Toronto

Tous les compartiments à la hausse, en fin de semaine

TORONTO. — Le marché présentait une tendance générale à la hausse hier.

Le virement a été de 1,259,000 actions au regard de 1,486,000, jeudi.

Les banques ont suscité de l'intérêt et ont contribué à faire progresser les industrielles. En règle générale, les services publics se sont effrités. Les valeurs minières ont fait bonne contenance.

Cours du dollar

NEW-YORK. — Le dollar canadien a haussé de 5-64 hier à une prime de \$1.01 35-64 au regard de \$1.02 15-16, vendredi dernier.

La livre sterling était cotée à \$2.80 1/2, en baisse de 15-64.

MONTREAL (PC). — Le dollar américain était à un escompte de 15-32 pour cent en devises canadiennes, en baisse de 1-32, hier, à la fermeture.

La livre sterling a baissé de 5-16 à \$2.76 3-8.

Le dollar américain: offert, 98 15-32; demandé, 98 17-32.

DIVIDENDES

Economic Investment Trust Limited, 30 cents l'action ordinaire, payable le 30 juin, aux actionnaires inscrits le 16 juin.

Emco Limited, 12 1/2 cents l'action, payable le 22 juillet, aux actionnaires inscrits le 22 juin.

Falconbridge Nickel Mines Limited, 60 cents plus une prime de 15 cents l'action ordinaire, payable le 15 juin, aux actionnaires inscrits le 20 mai.

Bridge and Tank of Canada Ltd., 10 cents l'action ordinaire (nouvelle) et 72 1/2 cents l'action privilégiée, 1er juin, inscription 13 mai.

Dominion Fabrics Ltd., 15 cents l'action ordinaire et 37 1/2 cents l'action privilégiée, 1er août, inscription 15 juillet.

Hahn Brass Ltd., 15 cents l'action ordinaire et 22 1/2 cents l'action privilégiée, 1er juillet, inscription 9 juin.

Laura Secord Candy Shops Ltd., 35 cents l'action, 1er juin, inscription 16 mai.

Loblaws Inc., 7 1/2 cents l'action ordinaire, 28 mai, inscription 13 mai.

Seythes and Company Ltd., 25 cents l'action ordinaire et 31 1/4 cents l'action privilégiée, 1er juin, inscription 12 mai.

Zellers Ltd., 35 cents l'action, 1er août, inscription 2 juillet.

United Amusement Corp Ltd., 25 cents l'action "A", 25 cents l'action "B" avec vote en fiducie et 25 cents l'action "B", 15 juin, inscription 31 mai.

Great Northern Gas Utilities, \$2.50, 62 1/2 cents l'action privilégiée et 70 cents l'action privilégiée de la série 1957, tous payables le 1er juin, aux actionnaires inscrits le 20 mai.

Hudson Bay Mining and Smelting Company Ltd., 75 cents, payable le 13 juin, aux actionnaires inscrits le 24 mai.

Massey Ferguson Ltd., \$1.12 1/2 l'action privilégiée 4-12 pour cent, payable le 1er juin, aux actionnaires inscrits le 13 mai; \$1.37 1/2 l'action privilégiée 5-12 pour cent, payable le 15 juin, aux actionnaires inscrits le 18 mai.

Production de papier-journal, accrue

Durant les 4 premiers mois de cette année

La production de papier-journal dans les quatre premiers mois de 1960 s'est élevée à 2,153,138 tonnes comparativement à 2,063,536 dans la période correspondante de l'an dernier. Le rendement, cette année, a donc accusé une hausse de 9 pour cent sur celui de 1959 et il s'est élevé à 86.2 pour cent de la capacité normale de production des établissements. Le rendement prévu pour les douze mois de l'année est de 7,611,194 tonnes comparativement à 7,520,681 dans les douze mois précédents.

Les livraisons, également dans les quatre premiers mois de l'année, ont accusé une hausse de 9.5 pour cent sur celles de 1959, s'élevant à 2,095,388 tonnes comparativement à 1,912,892 tonnes un an plus tôt. Les livraisons vers les États-Unis se sont accrues de 8.7 pour cent à 1,682,154 tonnes pendant que les livraisons outre-mer ont augmenté de 17.4 pour cent à 253,422 tonnes.

Voici un tableau donnant les chiffres comparatifs pour les quatre premiers mois de l'année et pour le mois d'avril:

	Avril	Production totale	Expéditions totales	E.-U.	Outre-mer	Canada
1960		547,069	588,965	462,116	87,991	38,858
1959		534,580	577,505	456,408	80,284	40,803
1959		522,601	532,700	422,458	75,083	35,159
4 mois						
1960		2,183,138	2,095,388	1,682,154	253,422	159,810
1959		2,063,536	1,912,892	1,547,515	215,860	149,517
1959		2,016,438	1,913,742	1,583,642	192,318	137,782

Naudville adjuge une émission à 6%

Il s'agit de \$65,000 d'obligations

La ville de Naudville, comté de Lac-St-Jean, a vendu récemment \$65,000 d'obligations remboursables en séries en dix ans. La meilleure des trois soumissions reçues provenait d'un syndicat composé de Oscar Dubé & Cie, Inc., la Corporation de prêts de Québec, Garneau, Boulanger, Ltée, Grenier, Ruel & Cie, Cnc, et J.-E. Lafamme, Ltée qui offrirait un prix de 96.57 pour des titres à 6% 1961-70, soit un coût net de 6.563%. L'échéance de la dixième année comprend un solde de \$37,500 à renouveler en 1970 pour une période additionnelle de dix ans.

Les obligations sont datées du 1er mai 1960 et elles échoient du 1er mai 1961 au 1er mai 1970 inclusivement. Les titres peuvent être remboursés par anticipation après le 1er mai 1967. C'est pour renouveler un solde non amorti sur l'émission de \$82,000 vendue à court échéancier dix ans en 1950 que la ville contracte ce emprunt, autorisé par le conseil municipal no 18.

Pour 1960, l'évaluation impossible de la ville se chiffre par \$3,463,400 dont \$415,920 pour les compagnies. Le 31 décembre 1959, la dette consolidée nette de la corporation s'élevait à \$616,914.49 dont \$485,463.90 pour les services publics.

	Avril	Production totale	Expéditions totales	E.-U.	Outre-mer	Canada
1960		547,069	588,965	462,116	87,991	38,858
1959		534,580	577,505	456,408	80,284	40,803
1959		522,601	532,700	422,458	75,083	35,159
4 mois						
1960		2,183,138	2,095,388	1,682,154	253,422	159,810
1959		2,063,536	1,912,892	1,547,515	215,860	149,517
1959		2,016,438	1,913,742	1,583,642	192,318	137,782

American Stock Exchange

Cours fournis par LA PRESSE CANADIENNE

	100	1/2	3/4	1	1 1/2	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
Amoco	100	1/2	3/4	1	1 1/2	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100

Dow Jones

Form. Cgm.

30 Industriels	625.24	+0.56
20 Chemins de fer	143.91	+1.19
15 Utilités	121.91	+0.26
45 Stocks	204.36	+0.28

IMPERIAL TOBACCO COMPANY OF CANADA LIMITED

LIMITED

Dividende

AVIS: sur les présentes données qu'un dividende intermédiaire (no 238) de douze et demi cents (12 1/2c.) par action a été déclaré sur les actions ordinaires de la compagnie, payable le jeudi, 26 juin 1960, aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le mercredi, 1er juin 1960.

PAR ORDRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le secrétaire, René Phaneuf

CRÉDIT M.G. INC.

33 Saint-Jacques ouest — Victor 2-1089

LE SOIR, ROLAND DUPUY, directeur général

RI. 4-3864

Prêts 2ième hypothèque; achat balances prix de vente; prêts pour amélioration d'habitation.

Montréal et environs

RENSEIGNEZ-VOUS GRATUITEMENT

"Guide pour votre testament"

Remplissez ce coupon qui vous donne droit à un exemplaire gratuit de notre brochure intitulée: "GUIDE POUR VOTRE TESTAMENT" et adressez-le à Trust Général du Canada, 84 ouest, rue Notre-Dame, Montréal 1.

NOM _____

NO _____ RUE _____

VILLE _____

PROVINCE _____

TRUST GÉNÉRAL DU CANADA



Par Mario CARDINAL

Hors Jeu!

La comparaison de Sugar Ray Robinson devant la Commission athlétique du Maryland aura tout au moins servi à une chose : il y a encore des boxeurs qui ne se laissent pas ronger la laine sur le dos. Quand Sugar Ray aura pris sa retraite, plusieurs le regretteront. Il aura été pour certains le Grand seigneur de la boxe. Pour d'autres, plus éloignés des milieux pugilistiques américains, il aura été simplement un des meilleurs boxeurs qui soient montés dans une arène. Mais pour une troisième catégorie, sa retraite sera la fin d'un cauchemar. Robinson ne s'est pas présenté pour son combat contre Pedro Gonzales, à Baltimore, lundi dernier. En principe, ce n'est pas bien. Mais l'attitude du champion des poids moyens n'est que le prolongement d'un comportement qu'il a adopté toute sa vie durant, pour l'affranchissement du boxeur.

Lorsque Robinson déclarait jeudi soir devant les commissaires du Maryland que "tout le monde dans la boxe sait que je suis capable de parler pour moi-même", il ne faisait en définitive que répéter ce qu'il a soutenu toute sa vie : le boxeur demeure le personnage principal d'un combat de boxe et les gérants tout aussi bien que les promoteurs sont toujours des personnages secondaires. Il n'était peut-être pas le plus délicat de la part de Sugar Ray de menacer de fracasser la mâchoire du promoteur Al Flora en pleine salle d'audience. Mais par contre, dans les circonstances, à cause du grave préjudice qu'avait subi Robinson dans cette affaire, il était probablement nécessaire d'utiliser des arguments frappants pour se faire comprendre. Pour sa défense, Ray a invoqué deux facteurs : il devait se battre le 14 mai et non le 16, tel que le voulait son contrat et il avait raison de croire que Gonzales refusait de se battre du fait que sa bourse devait être saisie. Cela arrive tellement fréquemment!

L'attitude de Robinson sera sûrement interprétée comme une insoumission. En conséquence, la menace de suspension n'a pas fini de planer au-dessus de sa tête. Naturellement, il s'en fiche éperdument, sa fortune l'autorisant à acrocher ses gants dès qu'il en aura le goût. Mais l'ancien monarque des poids moyens n'a pas refusé de se rendre à Baltimore uniquement par caprice et mauvaise tête. Quand on considère la façon dont sont traités les boxeurs, en général, quand on pense par exemple, que Yvon Durelle a perdu de l'argent lors de son deuxième combat contre Archie Moore, et que parfois ceux des conflits de genre soient portés aux oreilles des commissions athlétiques, lesquelles en certains endroits ont droit à un certificat d'intégrité. Dans quelle mesure Robinson devra payer pour son "coup de tête"? L'avenir le dira, particulièrement le combat qu'il doit prochainement livrer à Paul Pender, le champion reconnu dans l'Etat de New-York.

Les Yankees font figure d'innovateurs. Malgré les hauts et les bas de leur existence, ils poursuivent leur petit manège de deux clubs, une organisation avec les Athletics de Kansas City et le plus qu'un puisse leur reprocher, c'est d'instaurer dans le baseball ce qui est déjà depuis longtemps dans le hockey, la boxe... etc. Au point où sont les choses dans les deux professions, quel surplus de mal commet un club qui parvient à s'accaparer dans une certaine mesure l'organisation d'un autre. Les Yankees ont échangé Andy Carey pour Bob Cerv. Et puis après? Les Yankees avaient vendu Cerv aux Athletics, le 15 octobre 1956 parce qu'à ce moment-là, le club Kansas City avait plus besoin de Cerv que les Yankees eux-mêmes. Mais maintenant, les rôles sont renversés et hop! Cerv revient dans la métropole. Quand retournera-t-il à Kansas City? Lorsque là-bas, on en aura plus besoin qu'à New-York.

La transaction de la fin de semaine entre les Yankees et les Athletics pour Kansas City, Soixante-et-un joueurs ont été impliqués dans ces transactions mais une bonne demi-douzaine sont par la suite revenus à leur équipe de départ. Mentionnons par exemple Enos Slaughter, acheté par les Yankees en août 1956 puis revendu en mai 1958, Ralph Terry, vendu aux Athletics en juin 1957 puis racheté en mai 1959, Murray Dickson, acheté par les Yankees en août 1958 puis revendu en mai 1959, etc. Le système, s'il en est un, est génial. Comme le disait Bill Veck : "Une autre transaction? Il y a une de bonnes organisations qui fait la belle vie...". Le baseball a de bonnes dispositions pour devenir en partie une petite affaire de familles comme les courses, la boxe, le hockey pour le groupe Norris...

Champ Volo encore vainqueur

Champ Volo a gagné hier la troisième et dernière tranche du Prélude international. Philippe Dussault a conduit le vainqueur à sa troisième victoire dans le Prélude. Son temps fut de 2:37 4-5 pour le mille et un quart.

Champ Volo, propriété d'Adrien et Gérard Miron, a battu Mighty Dudley et Sir Winston Pick. Tous deux ont affiché un temps de 2:38 -15 minutes. Mighty Dudley a pris le deuxième rang par un nez. Sir Winston Pick a fini troisième en avant de Hal Frost. Bay State Pat était l'autre incrit.

Champ Volo a payé \$3.80, \$2.50 et \$2.10; Mighty Dudley, \$2.80 et \$2.10; Sir Winston Pick \$2.10.

Les résultats de dimanche

1ère course — C Ambie — \$900.00
V. L. 16:70 6:30 2:70
Just Barry 4:50 3:60
Audrey Hanover 3:00
Temps : 2:11 3/5

2ème course — C Ambie — \$1,200.00
Hemattie 6:00 3:50 2:70
Joanna H. 4:50 3:20
Sammy Herbert 3:20
Temps : 2:12

3ème course — C Ambie — \$1,500.00
Emley Frost 3:00 3:10 2:50
Fint 3:50 2:20
Hals Pek E. 3:20
Temps : 2:10 3/5

4ème course — B Trot — \$2,000.00
The Mighty Man 10:50 3:50 2:10
Horton Mid 2:10 2:20
Vera Riddell 2:10
Temps : 2:10 3/5

5ème course — 1^{er} mile — \$1,500.00
Ambie Invitation — \$1,500.00
Champ Volo 3:30 2:30 2:10
Mighty Dudley 2:30 2:10
Sir Winston Pick 2:10
Temps : 2:27 4/5

6ème course — B Trot — \$1,200.00
Effective St-Charles 27:50 9:00 4:20
Calumet Rosecroft 3:30 2:10
Savoye Hanover 3:00
Temps : 2:12 4/5

Les résultats de samedi

PREMIERE COURSE
(1) Steverino 4:00 3:20 2:40
Renee 3:30 3:00 2:30
Temps : 2:10 4/5

2ème course — 1^{er} mile — \$1,500.00
Champ Volo 3:30 2:30 2:10
Mighty Dudley 2:30 2:10
Sir Winston Pick 2:10
Temps : 2:27 4/5

3ème course — B Trot — \$2,000.00
The Mighty Man 10:50 3:50 2:10
Horton Mid 2:10 2:20
Vera Riddell 2:10
Temps : 2:10 3/5

4ème course — C Ambie — \$900.00
V. L. 16:70 6:30 2:70
Just Barry 4:50 3:60
Audrey Hanover 3:00
Temps : 2:11 3/5

5ème course — C Ambie — \$1,200.00
Hemattie 6:00 3:50 2:70
Joanna H. 4:50 3:20
Sammy Herbert 3:20
Temps : 2:12

6ème course — C Ambie — \$1,500.00
Emley Frost 3:00 3:10 2:50
Fint 3:50 2:20
Hals Pek E. 3:20
Temps : 2:10 3/5

7ème course — B Trot — \$2,000.00
The Mighty Man 10:50 3:50 2:10
Horton Mid 2:10 2:20
Vera Riddell 2:10
Temps : 2:10 3/5

8ème course — C Ambie — \$900.00
V. L. 16:70 6:30 2:70
Just Barry 4:50 3:60
Audrey Hanover 3:00
Temps : 2:11 3/5

9ème course — C Ambie — \$1,200.00
Hemattie 6:00 3:50 2:70
Joanna H. 4:50 3:20
Sammy Herbert 3:20
Temps : 2:12

10ème course — C Ambie — \$1,500.00
Emley Frost 3:00 3:10 2:50
Fint 3:50 2:20
Hals Pek E. 3:20
Temps : 2:10 3/5

Les résultats de dimanche

1ère course — C Ambie — \$900.00
V. L. 16:70 6:30 2:70
Just Barry 4:50 3:60
Audrey Hanover 3:00
Temps : 2:11 3/5

2ème course — C Ambie — \$1,200.00
Hemattie 6:00 3:50 2:70
Joanna H. 4:50 3:20
Sammy Herbert 3:20
Temps : 2:12

3ème course — C Ambie — \$1,500.00
Emley Frost 3:00 3:10 2:50
Fint 3:50 2:20
Hals Pek E. 3:20
Temps : 2:10 3/5

4ème course — B Trot — \$2,000.00
The Mighty Man 10:50 3:50 2:10
Horton Mid 2:10 2:20
Vera Riddell 2:10
Temps : 2:10 3/5

5ème course — 1^{er} mile — \$1,500.00
Ambie Invitation — \$1,500.00
Champ Volo 3:30 2:30 2:10
Mighty Dudley 2:30 2:10
Sir Winston Pick 2:10
Temps : 2:27 4/5

6ème course — B Trot — \$1,200.00
Effective St-Charles 27:50 9:00 4:20
Calumet Rosecroft 3:30 2:10
Savoye Hanover 3:00
Temps : 2:12 4/5

Les résultats de samedi

PREMIERE COURSE
(1) Steverino 4:00 3:20 2:40
Renee 3:30 3:00 2:30
Temps : 2:10 4/5

2ème course — 1^{er} mile — \$1,500.00
Champ Volo 3:30 2:30 2:10
Mighty Dudley 2:30 2:10
Sir Winston Pick 2:10
Temps : 2:27 4/5

3ème course — B Trot — \$2,000.00
The Mighty Man 10:50 3:50 2:10
Horton Mid 2:10 2:20
Vera Riddell 2:10
Temps : 2:10 3/5

4ème course — C Ambie — \$900.00
V. L. 16:70 6:30 2:70
Just Barry 4:50 3:60
Audrey Hanover 3:00
Temps : 2:11 3/5

5ème course — C Ambie — \$1,200.00
Hemattie 6:00 3:50 2:70
Joanna H. 4:50 3:20
Sammy Herbert 3:20
Temps : 2:12

6ème course — C Ambie — \$1,500.00
Emley Frost 3:00 3:10 2:50
Fint 3:50 2:20
Hals Pek E. 3:20
Temps : 2:10 3/5

7ème course — B Trot — \$2,000.00
The Mighty Man 10:50 3:50 2:10
Horton Mid 2:10 2:20
Vera Riddell 2:10
Temps : 2:10 3/5

8ème course — C Ambie — \$900.00
V. L. 16:70 6:30 2:70
Just Barry 4:50 3:60
Audrey Hanover 3:00
Temps : 2:11 3/5

9ème course — C Ambie — \$1,200.00
Hemattie 6:00 3:50 2:70
Joanna H. 4:50 3:20
Sammy Herbert 3:20
Temps : 2:12

10ème course — C Ambie — \$1,500.00
Emley Frost 3:00 3:10 2:50
Fint 3:50 2:20
Hals Pek E. 3:20
Temps : 2:10 3/5

Les Pirates de Pittsburgh augmentent leur avance

PITTSBURGH. — Un simple par le frappeur d'urgence Hal Smith, à la 11ème manche, a fait compter le point décisif et les Pirates de Pittsburgh ont eu le meilleur sur les Giants de San Francisco au compte de 2-7, pour porter à une partie et demie leur avance en tête de la Ligue Nationale. Les Giants ont utilisé six lanceurs et les Pirates, quatre.

La partie fut suspendue pour un total de 63 minutes par la pluie.

Bob Skinner a nivelé le pointage à la neuvième manche avec un circuit de deux points (7-6) contre septième de la saison.

Les Pirates qui ont réussi un total de 17 coups sûrs, ont dû surmonter un avantage de 4-0 des Giants. Skinner, en plus de son circuit a cogné un double et un simple. Dick Stuart a réussi un double et un simple. Roberto Clemente a contribué deux simples en plus d'un double.

SAN FRANCISCO

AB	P	CS	Pd	
Blasingame, 2B	6	1	1	0
Amalfitano, 3B	4	1	0	0
McCoy, 1B	5	1	2	2
Mantle, 2B	0	0	0	0
Cepeda, CF	4	2	2	2
Alou, CF	3	0	0	0
Kickland, CD	3	0	0	1
Bressaud, AC	5	0	0	0
Miller, 1B	0	0	0	0
O'Dell, 1B	0	0	0	0
Loes, 1B	0	0	0	0
Myer, 1B	0	0	0	0
McGinnis, L	0	0	0	0
TOTAUX	42	7	9	7

TOTAUX

AB P CS Pd

Blasingame, 2B

Amalfitano, 3B

McCoy, 1B

Mantle, 2B

Cepeda, CF

Alou, CF

Kickland, CD

Bressaud, AC

Miller, 1B

O'Dell, 1B

Loes, 1B

Myer, 1B

McGinnis, L

TOTAUX

AB P CS Pd

Blasingame, 2B

Amalfitano, 3B

McCoy, 1B

Mantle, 2B

Cepeda, CF

Alou, CF

Kickland, CD

Bressaud, AC

Miller, 1B

O'Dell, 1B

Loes, 1B

Myer, 1B

McGinnis, L

TOTAUX

AB P CS Pd

Blasingame, 2B

Amalfitano, 3B

McCoy, 1B

Mantle, 2B

Cepeda, CF

Alou, CF

Kickland, CD

Bressaud, AC

Miller, 1B

O'Dell, 1B

Loes, 1B

Myer, 1B

McGinnis, L

TOTAUX

AB P CS Pd

Blasingame, 2B

Amalfitano, 3B

McCoy, 1B

Mantle, 2B

Cepeda, CF

Alou, CF

Kickland, CD

Bressaud, AC

Miller, 1B

O'Dell, 1B

Loes, 1B

Myer, 1B

McGinnis, L

TOTAUX

AB P CS Pd

Blasingame, 2B

Amalfitano, 3B

McCoy, 1B

Mantle, 2B

Cepeda, CF

Alou, CF

Kickland, CD

Bressaud, AC

Miller, 1B

O'Dell, 1B

Loes, 1B

Myer, 1B

McGinnis, L

TOTAUX

AB P CS Pd

Blasingame, 2B

Amalfitano, 3B

McCoy, 1B

Mantle, 2B

Cepeda, CF

Alou, CF

Kickland, CD

Bressaud, AC

Miller, 1B

O'Dell, 1B

Loes, 1B

Myer, 1B

McGinnis, L

TOTAUX

AB P CS Pd

Blasingame, 2B

Amalfitano, 3B

McCoy, 1B

Mantle, 2B

Cepeda, CF

Alou, CF

Kickland, CD

Bressaud, AC

Miller, 1B

O'Dell, 1B

Loes, 1B

Myer, 1B

McGinnis, L

TOTAUX

AB P CS Pd

Blasingame, 2B

Amalfitano, 3B

McCoy, 1B

Mantle, 2B

Cepeda, CF

Alou, CF

Kickland, CD

Bressaud, AC

Miller, 1B

O'Dell, 1B

Loes, 1B

Myer, 1B

McGinnis, L

TOTAUX

AB P CS Pd

Blasingame, 2B

Amalfitano, 3B

McCoy, 1B

Mantle, 2B

Cepeda, CF

Alou, CF

Kickland, CD

Bressaud, AC

Miller, 1B

O'Dell, 1B

Loes, 1B

Myer, 1B

McGinnis, L

TOTAUX

AB P CS Pd

Blasingame, 2B

Amalfitano, 3B

McCoy, 1B

Mantle, 2B

Cepeda, CF

Alou, CF

Kickland, CD

Bressaud, AC

Miller, 1B

O'Dell, 1B

Loes, 1B

Myer, 1B

McGinnis, L

TOTAUX

AB P CS Pd



Aux quatre coins du monde

Etats-Unis : un chalutier russe fait hospitaliser un de ses marins à Atlantic City

ATLANTIC CITY. — Un chalutier soviétique a interrompu sa pêche en dehors des eaux territoriales américaines pour conduire un marin malade à un poste de la garde côtière, samedi. Ivan Baluk, âgé de 26 ans, a été transporté à l'hôpital d'Atlantic City, souffrant d'une infection très grave au larynx. Le navire russe, le "Masalsk", demeurera ancré au port tant que Baluk sera sous examen, mais son équipage devra rester à bord. Des fonctionnaires de l'ambassade soviétique à Washington sont venus s'entretenir avec le malade et ont refusé ensuite de laisser interviewer ou photographier le jeune marin. Le principal navire de la flotte de pêche russe dans ces parages avait envoyé un message par radio à la base d'Argentina, à Terre-Neuve, pour demander que l'on permette au "Masalsk" d'accoster à Atlantic City. Des gardes-côtes quittèrent New York pour aller à la rencontre du chalutier à quatre milles au large et l'escortèrent jusqu'au port. L'entrée duquel le "Masalsk" s'achève. On dut l'aider à se remettre à flot.

Berlin : grande manifestation militaire américaine; un général soviétique est présent

BERLIN. — Plus de 80.000 Berlinois de l'Ouest ont assisté samedi à une grande manifestation militaire américaine: quelque 3.500 soldats américains ont défilé dans les rues de la ville et, dans un discours marquant la "journée" des forces armées des Etats-Unis, le général George Decker, chef adjoint suppléant de l'état-major des Etats-Unis, a donné au peuple berlinois l'assurance que les alliés occidentaux le protégeront et qu'ils ont les idéaux du monde libre seront défendus "ici même, à Berlin". Le commandant militaire de la zone de Berlin-Est, le major-général N.M. Zhakhov, était au nombre des invités d'honneur sur la tribune. Ce n'est pas sans étonnement que les personnalités américaines l'ont vu arriver, tout souriant. Commentant cette manifestation, la presse de Berlin-Est avait déclaré qu'il s'agissait de la "manifestation d'une politique de force" des milieux réactionnaires américains. De son côté, le maire de Berlin-Ouest, M. Brandt, s'est dit d'avis que M. Khrouchtchev avait enfin compris qu'il ne pouvait déclencher une guerre en invoquant le seul problème de Berlin.

France : onze nations pourraient bientôt produire des armes nucléaires

PARIS. — Selon un rapport préparé par l'Union européenne occidentale, onze puissances qui ne produisent pas actuellement d'armes atomiques, y compris le Canada, seront prochainement en mesure de le faire. Le rapport mentionne aussi la Chine communiste, la Belgique, la Tchécoslovaquie, l'Allemagne de l'Ouest, l'Allemagne de l'Est, l'Inde, l'Italie, le Japon, la Suède et la Suisse. Huit autres nations seraient aussi capables de produire des armes atomiques si elles ne manquaient pas de personnel scientifique: ce sont l'Autriche, l'Australie, le Danemark, la Finlande, la Hongrie, la Hollande, la Pologne et la Yougoslavie. Ce rapport a été préparé par M. F.W. Mulley, député travailliste au Parlement anglais en vue de la réunion, le 31 mai, de l'Union européenne occidentale, qui groupe la Grande-Bretagne, l'Allemagne de l'Ouest, la France, la Belgique, l'Italie, la Hollande et le Luxembourg.

Radio-Moscou : un commentateur dément l'hypothèse des "pressions intérieures"

LONDRES. — Un commentateur de Radio-Moscou a démenti l'existence de "difficultés intérieures ou de divergences de vue au sein du gouvernement ou du Parlement soviétique". Le journaliste Nikolai Andreyev, dans une émission dirigée vers l'Amérique du Nord, a précisé que les hypothèses selon lesquelles M. Khrushchev avait fait objection à la conférence au sommet par suite de pressions ne sont que "vaines conjectures". En Union soviétique, a-t-il ajouté, il n'existe pas de forces dans les coulisses qui puissent exercer des influences sur le gouvernement. Aux Etats-Unis, par contre, les relations sont beaucoup plus complexes, a dit le commentateur de Radio-Moscou qui voit, entre le gouvernement et le peuple des Etats-Unis, des puissants groupes industriels et financiers, lesquels, selon lui, constituent des facteurs indépendants. Ces forces, a-t-il affirmé, commandent des leviers par lesquels ils peuvent influencer la Maison Blanche et le Congrès. Ces forces, a-t-il conclu, qui portent la responsabilité de l'abandon par M. Eisenhower de "l'esprit du Camp David", esprit de paix, de négociations amicales...

Maroc : le gouvernement démissionne; les consultations du roi sont commencées

RABAT. — A l'issue d'une entrevue d'une demi-heure avec le roi Mohammed V, le premier ministre du Maroc, M. Abdallah Ibrahim, a remis sa démission et celle de tout son cabinet. Selon un communiqué du palais, le roi aurait demandé au premier ministre et aux autres ministres de continuer à diriger les affaires de l'Etat comme gouvernement provisoire en attendant la formation d'un nouveau régime. Des sources ordinaires dignes de foi, on apprend que le roi a reçu les chefs politiques en fin de semaine et que le nouveau gouvernement serait formé à brève échéance.

Portugal : une enquête est ouverte sur un phénomène qui aurait un caractère surnaturel

LISBONNE. — Le patriarche de Lisbonne, S. E. le cardinal Manuel Gonçalves Cerejeira, a ordonné une enquête au sujet d'un phénomène qui se serait produit ces jours derniers. Selon le témoignage de catholiques présents à la cérémonie de la célébration du premier anniversaire de l'inauguration du monument dédié au Christ-Roi à Almada, le soleil a tourné dans le ciel. L'abbé Sebastião Pinto, directeur du secrétariat du monument, a affirmé que le phénomène était distinct et avait duré quelque temps. Il a raconté aux journalistes: "Il était environ 6 h 30; le cardinal patriarche venait tout juste de se retirer. Je me suis fait surprendre en compagnie d'une foule d'adorateurs par une rafale de pluie et de vent. Après le coup de vent, j'ai entendu quelqu'un crier: "Regardez le soleil! J'ai regardé et j'ai vu distinctement le soleil danser en rond tantôt à gauche tantôt à droite; il changeait constamment de couleur". Depuis les visions de Fatima, c'est la cinquième fois qu'on rapporte un phénomène semblable. La première fois, ce fut le 13 octobre 1917, jour de la deuxième apparition. On a rapporté un semblable incident le 30 et le 31 octobre ainsi que le 1er novembre 1950. Le pape Pie XII aurait à cette époque constaté lui-même le phénomène au-dessus des jardins du Vatican. Un savant, le Dr Antonio Pinto Coelho, a raconté qu'il avait vu avec ses amis un phénomène identique le 17 mai dernier.

Etats-Unis : enquête à fond sur l'accaparement des ventes par les super-marchés

WASHINGTON. — La Federal Trade Commission a publié samedi une volumineuse étude sur la croissance des grands marchés d'aliments dans laquelle les enquêteurs signalent la concentration du pouvoir d'achat au sein de cette industrie, la plus vaste aux Etats-Unis. Cette étude pourrait bien être suivie de poursuites judiciaires en vertu de la loi contre les cartels. La FTC poursuit son enquête et son président a déclaré: "Des mesures pour remédier à la situation seront prises dans tous les cas d'impact contraire à l'économie du pays, de pratiques commerciales illégales ou injustes, de discrimination injustifiée et de tous autres aspects de la concurrence déloyale. Les enquêteurs étudieront présentement les modes d'achat des épiceries en série et des grossistes, et leurs relations avec les fabricants. Le FTC a fait remarquer que les super-marchés d'aliments ont fait 38 pour cent des ventes au détail en 1958; ils n'en avaient obtenu que 28 pour cent dix ans plus tôt. Plus de 100.000 épiceries indépendantes ont fermé leurs portes depuis 1948, aux Etats-Unis.

Varsovie : dénoncé par les autorités civiles, l'évêque de Kielce est toujours à son poste

VARSOVIE. — L'évêque catholique de Kielce, dont on avait dit en février dernier qu'il avait quitté ses fonctions dans l'intérêt de l'harmonie entre l'Eglise et l'Etat, n'a jamais cessé de remplir sa mission. L'évêque de Kielce, dans le sud de la Pologne, a fait savoir hier que Mgr Czeslaw Kaczmarek vaquait à ses occupations régulières depuis son retour de vacances. Le gouvernement l'a accusé de prêcher contre les fermes collectives et contre l'athéisme et a exigé que l'Eglise le retire de ses fonctions. Un porte-parole du quartier général du parti communiste à Kielce a confirmer que l'évêque était toujours en fonctions, mais il a ajouté qu'il n'était pas reconnu par l'Etat.

Kenya : les Masais appréhendent l'avènement au pouvoir de leurs anciens valets

NAIROBI. — Les chefs de la tribu guerrière des Masais, maîtres tout-puissants de la plus grande partie de l'Afrique orientale jusqu'à la venue des Anglais, se sont réunis samedi pour étudier l'avenir de la tribu. Ironie du sort, ces chefs africains partagent avec les colons blancs du pays le malaise qui règne à l'approche de l'établissement d'un gouvernement contrôlé par les Noirs. Les anciens de la tribu, venus de tous les secteurs du Kenya et du Tanganyika, y compris le grand chef Masai au Tanganyika, Edward Kalo Mbarati, assistaient à la conférence. Au début du siècle, les Masais ont signé des traités avec les Anglais, évacuant des régions hautes aujourd'hui occupées par des colons blancs pour aller s'établir dans deux vastes réserves indigènes, une au Kenya, l'autre au Tanganyika. Depuis 60 ans, ils vivent conformément à ces traités, refusant de changer leur mode de vie. Les Masais appréhendent maintenant l'avènement au pouvoir de Noirs appartenant à des tribus jadis soumises à leur domination.

Russie : Mikoyan, le communiste no 3, est-il tombé récemment en disgrâce ?

MOSCOU. — Anastas Mikoyan, l'infatigable ambassadeur itinérant soviétique, n'a pas été vu par des représentants occidentaux, à Moscou, depuis 13 jours et plusieurs circonstances permettent de supposer qu'il a des ennuis. Certains diplomates sont portés à croire qu'il a été limogé, mais d'autres disent que le communiste no 3 est probablement en vacances ou bien malade. Si M. Mikoyan a été victime d'une purge, alors, disent les Occidentaux, il est fort probable que M. Khrushchev est lui aussi dans de mauvais draps. M. Mikoyan était considéré comme un ardent partisan de M. Khrushchev, notamment à propos des possibilités de coexistence. On a remarqué notamment que M. Mikoyan n'était pas à l'aéroport quand "K" a quitté Moscou pour Paris. Le nom de M. Mikoyan n'était pas mentionné dans la liste des chefs communistes publiée dans un fascicule de propagande, à l'occasion des fêtes de Baku, où le nom du vice-premier ministre a toujours été identifié avec la vie du parti communiste. Le premier mai, au grand défilé sur la place Rouge, Mikoyan n'était pas près de M. Khrushchev comme à l'accoutumée, mais à une bonne distance du chef soviétique.

Angleterre : M. Gaitskell préconise un double effort de paix et de défense

NEWCASTLE-ON-TYNE. — Le leader du parti travailliste a déclaré que l'échec de la conférence au sommet pourrait amener au sein de l'Alliance atlantique un dangereux relâchement des relations. M. Gaitskell est d'avis qu'il incombe à la Grande-Bretagne de s'employer patiemment à favoriser le désarmement et le règlement pacifique des questions en suspens, tout en maintenant un dispositif de défense de concert avec ses alliés. Par ailleurs, il a souligné l'importance de la défense — serait de nature à éprouver la politique soviétique et à impressionner favorablement le monde entier, a dit M. Gaitskell qui a souligné la nécessité de conserver un niveau d'armement suffisant dans les conditions actuelles. Tant que l'Occident disposera de forces de représailles nucléaires, les Russes n'oseront pas attaquer, a conclu le leader travailliste.

France : un immense aéroport de \$100,000,000 remplacera celui du Bourget

PARIS. — L'histoire de l'aéroport du Bourget, scène de l'arrivée de Lindbergh après sa traversée de l'Atlantique, sera probablement transformée en centre domiciliaire, si le projet du ministère de l'habitation est approuvé. On est présentement à terminer les plans d'un aéroport ultra-moderne qui remplacera celui du Bourget. Le nouvel aéroport serait situé à 17 milles au nord-est du centre de Paris, mais près d'une autoroute, ce qui réduira à 35 minutes la durée du trajet entre la capitale et l'aéroport, probablement le plus vaste en Europe. On prévoit des dépenses de \$100,000,000 au moins. Les autorités signalent que la circulation aérienne dans la région de Paris a quadruplé depuis 1949 et que d'ici 1967, alors que le nouvel aéroport sera inauguré, il faudra être capable d'accueillir plus de 8.000.000 de voyageurs aériens par année. Enfin, l'on estime qu'en 1975, ce chiffre atteindra 10.000.000. L'érection d'un centre domiciliaire au Bourget atténuera la pénurie de logements dans la banlieue parisienne.

Dépêches hors sac...

NATIONS UNIES. — Les diplomates des pays de l'OTAN ont boycotté samedi la cérémonie de présentation d'une statue soviétique intitulée "Nous forgerons des charnières avec nos épées"...

HONG KONG. — Le feld-maréchal Montgomery a répété dans cette ville qu'à son avis il demeure impossible de justifier les vols américains d'espionnage au-dessus du territoire russe. "Monty" s'en va à Pékin où il s'entretenra avec les chefs de la Chine communiste.

SALISBURY. — Sir Roy Welenski, premier ministre de la Fédération rhodésienne, a déclaré hier qu'il fallait purger le nationalisme africain "de tout ce qu'il contient d'irresponsable, d'extrémiste et de révolutionnaire". La population rhodésienne n'est pas prête à laisser "la sauvagerie" reprendre son cours dans cette partie de l'Afrique.

LONDRES. — M. Cyrus Eaton a déclaré en Tchécoslovaquie en fin de semaine que l'échec de la conférence au sommet amènera les Américains à prendre plus au sérieux leurs engagements internationaux.

MOSCOU. — Le chef de l'aviation militaire d'URSS, le maréchal Constantin Vershinin, a été investi de l'Ordre de Lénine à l'occasion de son 60e anniversaire de naissance. Il a récemment annulé la visite qu'il devait faire aux Etats-Unis par suite de l'incident aérien.

LA PAZ. — La Bolivie a rompu ses relations diplomatiques avec la République Dominicaine en fin de semaine. La Colombie, le Pérou, le Venezuela et Cuba ont depuis quelques mois rompu les leurs avec Ciudad.

NOUVELLE-GUINÉE. — Seize Indigènes ont été condamnés à mort, ayant été reconnus coupables de cannibalisme. Ils avaient charcuté et mangé un villageois en Nouvelle-Guinée australienne.

L'Institut de la presse s'élève d'atteintes à la liberté à Cuba, en Afrique du Sud et en France

ZURICH. — L'Institut international de la presse a condamné la campagne contre la liberté de presse lancée à Cuba sous le régime de Fidel Castro. L'Afrique du Sud et la France ont également été prises à partie dans les trois déclarations publiées par cet organisme mondial.

L'Institut fait tout d'abord savoir "qu'il déplore la disparition graduelle de la liberté de presse à Cuba".

"La récente saisie par des syndicalistes, agissant au nom du gouvernement, des deux derniers journaux indépendants du pays, le Diario de la Marino et la Pensa Libre, a été le point culminant de la campagne d'intimidation déclenchée contre la presse".

S'en prenant ensuite à l'Afrique du Sud, l'Institut exprime "de vives inquiétudes" au sujet de la liberté de presse par suite des règlements d'urgence appliqués par le gouvernement en vue de combattre le soulèvement de la population indigène.

"En raison de l'étendue de ces règlements, les journaux sud-africains se trouvent, sous peine de suppression, dans l'impossibilité de faire un exposé précis de la situation au pays et de commenter librement les événements".

"De plus, les journalistes exerçant leur métier en Union sud-africaine font constamment face au danger d'être mis en état d'arrêt sans autre forme de procès. Quelques-uns ont quitté le pays ou se sont cachés. Au moins cinq autres sont en prison".

L'Institut demande instamment au gouvernement sud-africain d'accorder un procès le plus tôt possible aux huit journalistes présentement détenus.

"Ce n'est que de cette façon que le gouvernement sud-africain pourra dissiper l'opinion fortement répandue que certaines des personnes présentement détenues le sont par pure méchanceté, tout simplement parce qu'ils sont journalistes".

L'Institut s'élève également du cas de l'éditeur français Alain de Serigny, du journal "L'Echo d'Alger", qui a été arrêté le 8 février pour avoir critiqué la politique du président français de Gaulle en Algérie.

L'Institut réclame également pour lui l'instruction d'un procès dans le plus court délai possible.

Ankara : sous le régime de la Rumeur d'extension du service militaire en Grande-Bretagne

censure et des perquisitions

ANKARA. — A la suite de nouvelles manifestations anti-gouvernementales, les autorités turques ont décrété la mise en vigueur d'une censure rigoureuse et octroyé aux forces de l'ordre des pouvoirs de perquisition.

Le général Fhari Ozdilek, chargé de l'application de la loi martiale, a annoncé que toutes les maisons pourraient être fouillées et que tous les citoyens seraient assujettis au même règlement. Le général Ozdilek a aussi assumé le contrôle des communications par téléphone, radio et télégraphe. La censure s'applique à tous les envois postaux et aux messages télégraphiques.

Il a décrété, en outre, l'interdiction de tous défilés, manifestations ou assemblées politiques et promulgué l'extension du couvre-feu depuis 8 heures du soir jusqu'à 5 heures du matin. Il a précisé, cependant, que des permis seront accordés aux personnes travaillant durant les heures où tout déplacement est prohibé.

L'entente semble régner entre les "six" et les "sept"

LISBONNE. — Au terme d'une importante réunion des Etats membres de l'Association européenne du libre-échange (l'Europe des "sept"), il a été décidé de négocier un accord avec le marché commun (l'Europe des "six").

Le communiqué publié à l'issue de la conférence, qui a duré deux jours, annonce que les sept gouvernements intéressés amorceront des entretiens avec le groupe des Etats du marché commun "dans un esprit constructif".

Cette déclaration ouvre aussi la voie à des échanges commerciaux plus libres entre l'Europe et l'Amérique, ainsi que le réclamaient certains membres du groupe Douglas Dillon au nom de son gouvernement au cours d'une conférence commerciale groupant 20 pays en janvier dernier à Paris.

Au début de mai, les ministres des pays du marché commun ont également publié une déclaration d'intention souhaitant des négociations avec les "sept" dans le cadre de l'OECE, avec le Canada et les Etats-Unis.

Les entretiens entre les "six" et les "sept" s'ouvriront à Paris le 8 juin.

On prévoit...

(Suite de la page 5)

n'ont pas le droit de vote aux assemblées de cet organisme et ne soient pas considérés comme membres de ces comités.

D'autres résolutions demandent l'abrogation d'un article de la loi de la convention collective qui permet au ministre du travail de désigner comme parties contractantes certaines personnes ou associations qui ne sont pas de réelles parties contractantes à une convention collective.

Le Syndicat des travailleurs du carton et du papier façonné, pour sa part, demande que le per capita au fonds de défense professionnelle de la CTC redonne l'uniformité et soit fixé à 25 cents par membre par mois et que les règlements relatifs aux sommes versées soient également amendés.

Le Syndicat des imprimeurs de Laprairie demande que le président de la Fédération reçoive un salaire de la Fédération et qu'il ait comme tâche d'assister les organisateurs, les agents d'affaires et les propagandistes de la Fédération.

Par ailleurs, le syndicat des journalistes de Montréal demande que la Fédération adjoigne à son personnel un journaliste d'expérience ou un agent d'affaires dont la principale attribution serait de conseiller et d'aider les divers syndicats de journalistes dans leurs activités.

Enfin, ce dernier syndicat demande à la Fédération de mettre sur pied son propre service d'éducation combinant ainsi un vœu cher aux journalistes et aux imprimeurs.

ÊTES-VOUS BIEN PROTÉGÉ ?



NE LAISSEZ RIEN À LA CHANCE

CONSULTEZ

LA SURVIVANCE

DIVISION DE MONTREAL
M. FRED RUDMAN, gérant
1280, rue St-Denis, Suite 107

M. Watkinson a déclaré: "Je ne vois rien dans la présente situation pour amener le gouvernement à modifier ses projets".

Cependant, les rumeurs reprises continuellement par les journaux laissent croire que l'on a laissé percer délibérément le secret entourant les projets du gouvernement à cet égard.

Le ministre doit se rendre à Washington, le 30 mai. Le but est d'étudier les ressources américaines dans le domaine des missiles, mais les événements récents font supposer que cette visite donnera lieu à une revue complète de la stratégie défensive anglo-américaine.

L'état de Pasternak ne s'améliore pas

MOSCOU. — L'écrivain Boris Pasternak, qui était dans le coma depuis mercredi, en est sorti samedi, mais ses parents ont déclaré que son état ne s'est pas amélioré. Ses médecins ont révélé que les hémorragies internes ont repris et que Pasternak souffre d'une infection pulmonaire indétectable. Pasternak, qui est âgé de 70 ans, avait été hospitalisé à la suite d'une crise cardiaque. Les autorités ne permettent pas aux étrangers de rendre visite à l'écrivain russe.

La candidature démocrate est presque acquise à M. Kennedy

WASHINGTON. — L'éclatante victoire que le sénateur John Kennedy vient de remporter à l'élection primaire de l'Oregon confirme ses chances de décrocher la candidature du parti démocrate à la présidence des Etats-Unis. Il peut dès maintenant compter sur 329/2 des 761 voix dont il aura besoin pour obtenir l'investiture à la convention du parti, en juillet. Le sénateur Lyndon B. Johnson (du Texas), assuré au départ de 33 voix en Virginie, se classe deuxième et peut compter sur 107/2 voix.

Du côté républicain, les sondages et les résultats des primaires tendent à confirmer ce qui paraît être la seule candidature sérieusement envisagée, celle du vice-président Nixon. Celui-ci peut tabler sur plus de 600 voix et la majorité requise à la convention de son parti est de 666 voix.

La direction du parti démocrate, malgré certaines réticences à l'égard de M. Kennedy

(son catholicisme, son jeune âge, son inexpérience relative) se doit de constater qu'il a remporté sept victoires en sept élections primaires.

Son investiture comme candidat du parti dépend encore de son aptitude à rallier les éléments qui ne se sont pas encore déclarés ouvertement. Pour y parvenir, il dispose encore de sept semaines complètes, la convention étant prévue pour le 11 juillet à Los Angeles.

Café-Thé
Confiture
ADOPTER LES PRODUITS
DESY
RECONNUS LES MEILLEURS
J.A. DESY L^{re}
MONTREAL

EN L'HONNEUR
DE LA
FETE
DE
DOLLARD

NOS MAGASINS
SONT FERMES
AUJOURD'HUI
TOUTE LA JOURNEE

ENEZ DEMAIN
DES LA PREMIERE
HEURE PROFITER
DE NOS SPECIAUX

Heures d'affaires : 9h.30 à 5h.30
Compris samedi — Ouverts le
vendredi soir jusqu'à 9 h.30

Chez **dupuis** Frères
le magasin de la famille canadienne

POUR MIEUX SERVIR NOTRE CLIENTELE
NOUS AVONS UN NUMERO SPECIAL POUR LES

COMMANDES TELEPHONIQUES

VI. 2-6171

POUR TOUS LES AUTRES APPELS

VI. 2-5151 COMME D'HABITUDE

DUPUIS, 865 est, rue Sainte-Catherine, MONTREAL